

**Plan de l'assistance
technique de
l'USAID/WIDTECH au
Comité d'Equité du
Ministère de
l'Education Pré-
Universitaire et de
l'Education Civique**

A project funded by the Office of Women in Development, Bureau for Global Programs, Field Support and Research, U.S. Agency for International Development under contract number FAO-0100-C-00-6005-00 with Development Alternatives, Inc.

August 2000



1717 Massachusetts Ave. NW, Suite 302, Washington, DC 20036 USA
Tel.: 202-332-2853 FAX: 202-332-8257 Internet: WIDinfo@widtech.org

A Women in Development Technical Assistance Project

Development Alternatives, Inc. ! International Center for Research on Women
Academy for Educational Development ! Development Associates, Inc.

This publication was made possible through support provided by the Office of Women in Development, Bureau for Global Programs Field Support and Research, U.S. Agency for International Development, under the terms of Contract No. FAO-0100-C-00-6005-00. The opinions expressed herein are those of the author(s) and do not necessarily reflect the views of the U.S. Agency for International Development.

Plan de l'assistance technique de l'USAID/WIDTECH au Comité de'Equité du Ministère de l'Education Pré-Universitaire et de l'Education Civique

by

Akanksha A. Marphatia

International Center for Research on Women

15 novembre au janvier 2000



REMERCIEMENTS

Je remercie tous les membres du Comité d'Equité qui ont bien voulu me consacrer du temps précieux. Leurs renseignements au sujet des activités du Comité et leurs nombreuses suggestions en ce qui concerne l'équité en Guinée m'ont été des plus utiles. Je tiens à remercier en premier lieu Mme Passy Hadja KOUROUMA pour sa collaboration. Je remercie également M. SOUARE et Mme TRAORE pour leur temps et leur enthousiasme. M. BERTRAND et l'équipe de l'éducation secondaire pour leur participation aux formations. M. Aly Badra DOUKOURE et M. Ibrahima BA de Plan Guinée International, Mme Thelma KHELGATI de l'EDC Guinée, les représentants du FNUAP, le PAM, L'UNICEF et l'UNESCO. Je remercie aussi M. Alpha BAH, M. Douglas LEHMAN et M. Lamine SOW de l'USAID Guinée qui m'ont consacré beaucoup de temps et ont dépensé beaucoup d'énergie pour que mon travail soit le plus constructif possible, et cela, malgré un emploi du temps extrêmement chargé.

Merci à Mme Karen TIEJEN, Mme May RIHANI, Mme Hélène BOYLE et Mme Talaat MOREAU pour leur temps et leurs informations avant mon départ pour la Guinée; Mme Suzie CLAY, Mme Jo Allen LESSER et l'équipe WIDTECH pour leurs conseils et les précieuses recommandations qu'ils m'ont faites et qui ont permis l'élaboration du rapport final.

Merci à Mme Yvonne CHAVIS pour m'avoir aidée avec les aspects techniques de la gérance administrative et Mme Tulin PULLEY qui, malgré un emploi du temps chargé, m'a très gentiment apporté son soutien pendant mon séjour en Guinée. Je remercie le personnel du Comité D'Equité, et tout particulièrement Mme Passy Hadja KOUROUMA et sa famille pour leur aimable hospitalité pendant et après les heures de travail.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
AED	Academy for Educational Development
BAD	Banque Africaine de Développement
le Comité	Comité d'Equité (qui comprend d'une équipe technique ainsi qu'une équipe consultative)
CDIE	Centre de Documentation et d'Evaluation du Développement
CNCESE	Cellule Nationale D'Evaluation du Système Educatif
DPE	Département Préfectoral de l'Education
DPSP	Département Préfectoral de Statistique et de Planification
EDC	Education Development Center, Inc.
FAWE	Forum for African Women Educationalists
FEG	Forum d'Educatrices de Guinée
FNUAP	Fondation des Nations Unies pour la Population
GOG	Gouvernement de Guinée
IEC	Information Education Communication
MEPU-EC	Ministère de L'Education Pré-Universitaire et de l'Education Civique
METFP	Ministère de L'Education de Technique et de Formation Professionnel
NFQE	Niveaux Fondamentaux de Qualité et d'Equité
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
SAGE	Projet Education des Filles [Strategies for the Advancement of Girls' Education]
SSP	Service Statistique et Planification
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement international
WEG	World Education Guinea
WIDTECH	Women in Development Technical Assistance Project

TABLE DE SOMMAIRE

CHAPITRE UN	
INTRODUCTION	1
OBJECTIF	1
RÉSULTAT ATTENDU	1
INVENTAIRE DES RESSOURCES DISPONIBLES ET ÉVALUATION DES CAPACITÉS DES MEMBRES DU COMITÉ D'EQUITÉ.....	4
EVALUATION DE LA CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	6
ANALYSE DES CAPACITÉS DES MEMBRES DU COMITÉ D'EQUITÉ	8
PLAN DE FORMATION POUR RENFORCER LES CAPACITES DU COMITE.....	9
L'EXECUTION DES FORMATIONS	11
CHAPITRE DEUX	
L'ETUDE ORGANISATIONNELLE: LA SYNERGIE DANS LE PAR TENARIAT	
	15
CONTEXTE	18
Dalaba	18
Lélouma	19
ANALYSE.....	20
Analyse des critères	21
ANALYSE GLOBALE	22
CHAPITRE TROIS	
RECOMMANDATIONS	25
Formations	27
Suivi et Evaluation.....	28
CHAPITRE QUATRE	
TERMES DE REFERENCE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'USAID AU COMITE D'EQUITE DU MEPU-EC	
	31
OBJECTIF	31
CONTEXTE	31
RESULTATS ATTENDUS.....	33
Le Renforcement des Capacités du Comité	33
La Mise en œuvre d'un Plan de Collaboration	34
Procéder à une Évaluation de l'Effort de Partenariat.....	34

FORMATIONS A ASSURER.....	35
CRITÈRES DE BON FONCTIONNEMENT DU COMITE D'EQUITE	36
PRODUITS A LIVRER.....	38
RAPPORT DE TRAVAIL ET RESPONSABILITES	38
PERIODE D'ACTIVITES	39
LANGUES.....	39
DOCUMENTS À CONSULTER	39

ANNEXE I: PERSONNES RENCONTREES	I-1
ANNEXE II: RAPPORT SUR L'EXECUTION DES FORMATIONS	II-1
ANNEXE III: REUNION AVEC LE PLAN INTERNATIONAL GUINEE SUR LA COLLABORATION ENTRE L'ALLIANCE LOCALE A LELOUMA ET LES SOUS-COMITES D'EQUITE	III-1
ANNEXE IV: DOCUMENTS CONSULTES	IV-1
ANNEXE V: TERMES DE REFERENCES	V-1

TABLEAUXTableau

1	Inventaire Matériel et Disponibilité des Ressources	4
2	Critères de Bon Fonctionnement	7
3	Besoin en formation des membres du Comité d'Équité	10
4	Liste de Partenaires	15
5	Contraintes de scolarisation à Dalaba	18
6	Critères Essentiel à Une Collaboration Efficace	20

CHAPITRE UN INTRODUCTION

OBJECTIF

Ce plan d'assistance technique et de formation a été développé pour renforcer la capacité du Comité d'Equité. Les objectifs sont de rendre le Comité plus efficace et dynamique à promouvoir la scolarisation des filles, de diminuer la disparité éducative entre les zones rurales et urbaines en Guinée, d'établir une collaboration à long terme entre les membres du Comité et une consultante d'assistance technique (un an).

RÉSULTAT ATTENDU

Dans le contexte de la politique d'amélioration de la scolarisation des filles et des enfants en zones rurales, il faut procéder à une évaluation et à un renforcement du Comité d'Equité sur les plans organisationnel et de planification:

Nous examinons en particulier:

- Les compétences diverses des membres du Comité d'Equité en matière d'utilisation des ressources disponibles (l'équipement, l'informatique et le personnel).
- L'habilité organisationnelle et de planification.
- L'aptitude du Comité à prévoir les rendez-vous en tenant compte des priorités du jour - à l'intention des services ministériels tout autant que des ONG nationales et internationales et des bailleurs de fonds.
- L'élaboration d'un plan de formation (intérimaire) pour renforcer les capacités du Comité et préparer un rapport sur l'exécution de ces formations.
- La création de deux études sur l'organisation du partenariat entre le Comité et les organisations rurales œuvrant pour l'équité.
- La rédaction des termes de référence au sujet de l'assistance technique à long terme (durée d'un an).

Ce plan d'assistance technique est basé sur les capacités actuelles des membres du Comité d'Equité. Il tient compte des nombreuses contraintes qui empêchent la réalisation d'un travail effectif de mise en œuvre d'une politique nationale d'éducation en matière d'équité (de 'genre' et de zone urbaine/rurale). Depuis sa création en 1991, le Comité a connu une évolution stupéfiante. Aujourd'hui, neuf ans après sa création, il est à point nommé dans son développement.

En 1991 le Comité a grandement bénéficié de l'appui du Ministre de l'Education Pré-Universitaire, Madame Aicha BAH. Il a également servi de conseiller auprès du Comité de pilotage du MEPU. Entre autres activités, le Comité a entrepris une campagne de sensibilisation en faveur de la scolarisation des filles dans huit préfectures pilotes avec l'appui de l'USAID en 1993. La campagne a réussi à mobiliser des personnes devenues initiateurs éducatifs, deux par préfecture, dans le but de faciliter le contact avec les parents, les chefs religieux et d'autres personnes influentes. Tout ceci, afin de promouvoir l'éducation des filles. L'évaluation entreprise par l'USAID en 1997 ainsi que l'étude en janvier 1998 du Centre de Documentation et d'Evaluation de Développement (CDIE) ont démontré l'impact positif de cette campagne.

En 1994, le ministre a créé un secrétariat permanent pour le Comité et a nommé une coordinatrice et cinq membres. Le projet gouvernemental d'encourager la scolarisation des filles a d'abord fait face à certaines réticences, notamment de la part de chefs traditionnels et religieux et de personnes influentes dans la communauté. La situation a bien évolué depuis, en grande part grâce aux efforts du Comité d'Equité. La multiplication des ONG et d'autres groupes nationaux et étrangers œuvrant dans ce domaine en 1999 témoigne de l'impact positif du Comité. Celui-ci est parti sans budget de fonctionnement et sans plan stratégique de ressources humaines. De plus, la quasi-totalité de ses membres ne pouvaient pas assumer leurs responsabilités officielles. Le Comité a été donc impliqué dans des interventions qui n'ont pu qu'être ponctuelles avec les bailleurs de fonds et les ONG. Son rôle dans le processus de décision s'est trouvé sensiblement diminué par l'irrégularité de ces interventions.

Entre temps, en 1997, l'USAID a initié la mise en œuvre du programme en faveur de la scolarisation des filles (SAGE) exécuté par l'ONG, le Plan International Guinée. Sous l'égide du programme SAGE, le Plan a organisé un Forum National et a créé un groupe national de travail afin de promouvoir la stratégie nationale sur la scolarisation des filles. Le Comité a apporté un appui moral et a participé à tous les séminaires organisés à cette intention, mais sa contribution actuelle reste à définir. Aujourd'hui, l'articulation entre l'appui de l'USAID au Comité et l'initiative SAGE reste à faire. Par conséquent, l'objectif global de l'assistance technique de l'USAID est d'intégrer ces initiatives et la synergie des actions.

Du au retard des démarches administratives et de l'ambiguïté des responsabilités, le rôle même du Comité n'est pas clairement établi. Malgré ces obstacles, toutes les personnes contactées (y compris les membres du Comité), qu'elles soient du secteur public ou privé, ont unanimement estimé qu'il avait un rôle à jouer pour ce qui est de la promotion de l'équité.

L'obstacle majeur vient du fait qu'un véritable appui, au niveau du financement et du programme, existe uniquement sous forme de financement ponctuel assuré par les bailleurs de fonds (L'USAID, L'UNICEF, L'UNESCO, la Banque Mondiale et le BAD). Mis à part les salaires des membres du Comité au sein de MEPU-EC, aucun moyen n'est mis à sa disposition. Ce financement, quoique restreint, a été important pour lancer les activités et pour renforcer le Comité, mais il risque désormais d'affecter la durée à long terme des activités ainsi que la mise en relief du Comité dans les communautés.

Malgré de nombreuses contraintes administratives et financières, le Comité a élaboré des activités sous les financements divers et ponctuels des bailleurs de fonds. C'est ainsi qu'il a pu distribuer plus de 1400 prix aux meilleurs élèves, aux parents, aux enseignants et aux directeurs (financé par l'USAID). Il a aidé à distribuer des fournitures scolaires à 55,000 filles dans 17 préfectures à faible taux de scolarisation (assuré par le BAD). Il a publié un bulletin « Filles-Education », organisé une table ronde pour développer un esprit de partenariat avec tous les intervenants dans le domaine (soutenu par l'UNICEF), mené une campagne de sensibilisation et un suivi des activités de recherche. Il a finalement préparé des modules pour le conseil et l'orientation des filles (assuré par l'UNESCO). En 1999, plusieurs bailleurs de fonds, dont l'UNICEF, l'UNESCO, le FNUAP et le PAM, ont montré leur intention de collaborer avec le Comité d'Équité. Mais tant que son rôle reste indéfini, sa contribution n'aboutira qu'à des initiatives de courte durée.

Mis à part les formations professionnelles, la collaboration avec d'autres intervenants restent toutefois le meilleur moyen pour renforcer les capacités du Comité. En 1999, quand il a commencé à entreprendre de plus grands projets sur le plan des activités, le potentiel de collaboration a considérablement augmenté. Deux projets en particulier font du Comité un partenaire effectif. Sous l'égide du programme de la Banque Mondiale, il a installé des structures décentralisées dans une dizaine de préfectures, tels que les sous-Comités et les clubs d'équité. Le second projet est celui de « l'orientation et conseil des filles » de l'UNESCO qui doit normalement aboutir à la formation des formateurs. L'objectif sera de coordonner les sous-comités et les clubs d'équité au niveau local avec le Plan International Guinée et d'autres ONG existant déjà dans ces préfectures. L'étude organisationnelle effectuée lors de la troisième consultation a donc porté sur la coordination des activités à Dalaba et à Lélouma sous l'initiative de la Banque Mondiale.

La réalisation d'un projet de telle amplitude demande tout d'abord le renforcement des capacités des membres du Comité d'Équité pour ce qui est de: a) la gestion des projets et des ressources, b) la mobilisation des ressources, c) la mobilisation et l'animation communautaire, d) la formation des formateurs. Un rapport étroit entre la formation et les activités en cours renforcera ensuite les capacités des membres du Comité (voir l'évaluation de Mme BOYLE). Depuis qu'il bénéficie de ces financements, ce rapport de complémentarité peut voir le jour.

Malgré les nombreuses contraintes évoquées dans cette première partie, il faut noter que la volonté des membres de l'équipe technique du Comité ne peut pas être mise en question. Ils s'investissent, parfois avec leurs propres ressources, tel que le téléphone et la voiture de Mme Passy KOUROUMA, pour réussir dans ce qu'ils entreprennent et améliorer l'équité dans tout le pays, tout autant en 'genre' qu'en zones rurales et urbaines. Une fois ses démarches administratives menées à terme et ses membres réellement disponibles, le Comité pourra mieux définir sa structure institutionnelle et ses responsabilités vis-à-vis d'autres initiatives en Guinée. Il pourra enfin remplir son rôle d'organisme consultatif du MEPU-EC et veiller à la mise en œuvre du plan national équité.

INVENTAIRE DES RESSOURCES DISPONIBLES ET ÉVALUATION DES CAPACITÉS DES MEMBRES DU COMITÉ D'EQUITÉ

L'utilisation des ressources humaines, matérielles et financières détaillées dans le tableau ci-dessous est plus une question de disponibilité des fournitures que d'aptitude du Comité. Le nouveau bureau du Comité, dont l'aménagement date de novembre 1999, manque en effet les ressources essentielles au déroulement d'un travail effectif, ininterrompu et durable. Le Comité se sert pour le moment du téléphone portable de Mme Passy KOUROUMA, quand il fonctionne. Tant que le téléphone reste un outil de communication auquel les membres ne peuvent pas se fier, l'aptitude du Comité à établir des rendez-vous, servir de banque de données pour toutes les questions d'équité en Guinée et amener un suivi aux projets sera largement amoindrie. La directrice et d'autres membres du Comité sont tout de même parvenus à organiser les réunions pour la consultante, mais avec beaucoup de retard et de perte de temps.

Le bureau est constitué d'une grande salle et d'un cabinet de toilette partagé avec la Cellule Nationale d'Evaluation du Système Educatif (CNCESE), d'une petite salle aménagée de trois bureaux, de deux fauteuils et d'un placard.

Tableau 1: Inventaire Matériel et Disponibilité des Ressources

Appui Logistique et Technique	Moyens	Disponibilité	Intervenants
Télécommunication	Téléphone, fax,	(portable de Mme KOUROUMA)	Chef de Cabinet
Informatique	3: 1-mac; 1-compaq; 1-portable Toshiba	Compaq en bon état; d'autres en panne	Responsable du centre informatique; Bailleurs de fond
Imprimante	1	Bon état	Responsable du centre informatique;
Scanner	IIP Scanjet3C	Bon état	Don d l'UNICEF
Photocopieur		Au MEPU	MEPU
Machine à Reliure	1	Bon état	
Papier		Sur place	MEPU
Climatiseurs		Bon état dans une salle; l'autre en panne	Chef du Cabinet
Mobilier de Bureau	5 chaises, 3 fauteuils, 1 chaise roulante; 7 bureaux ; 2 placards; 1 radieuse	Sur place	
L'Équipement pour la campagne de sensibilisation	1 poste téléviseur 2 magnétoscopes 2 cameras 2 cassettes non-enregistrées plusieurs cassettes enregistrées 1 chaîne stéréo 1 groupe électrogène	Bon état 1 en panne 1 en panne Bon état Bon état Bon état Bon état	1 camera et 1 magnéscope resté avec Tintin BO ELONGO depuis 1994
Eau			
Courant	Prises installées	Courant branché	

Le Comité a organisé plusieurs rendez-vous avec les représentants du service ministériel, les ONG et les bailleurs de fonds pour mieux orienter la consultante. Quoique toutes ces réunions aient été informatives, il eut été préférable que la consultante rencontre plus d'ONG et de bailleurs de fonds (surtout la Banque Mondiale) au début de la période de consultation. Cela aurait permis de mieux développer un plan de coordination, de mieux orienter le Comité vis-à-vis de ses responsabilités et de mieux évaluer le partenariat. Nous proposons que le/la prochain(e) consultant(e) identifie plus en détail, avec le Comité, l'objectif des rencontres avant le début de ces consultations et organise les rendez-vous indépendamment du Comité.

Sur le plan logistique et technique, Mme KADIA et la Secrétaire, Mme Nagnouma SIDIBE, sont les seuls membres de l'équipe technique du Comité à avoir une connaissance de base en informatique (Word et Excel). Il a été suggéré qu'une formation de logiciel soit effectués par la consultante. Le premier obstacle a été le peu de disponibilité des ordinateurs en bon état de marche. Bien qu'il existe un centre de formation en informatique au Ministère de l'Education, il n'est pas disponible à l'heure actuelle pour cause de déménagement. Le seul ordinateur qui fonctionne au bureau est utilisé par la secrétaire, et Mme KADIA utilise l'ordinateur et l'imprimante de Service Statistique et Planification qui se trouvent à dix minutes de marche du Comité. Bien que les membres arrivent à actualiser les rapports, leur déplacement constants affecte largement leur capacité à pouvoir organiser les réunions et à se mettre en rapport avec d'autres organisations.

Une deuxième évaluation de l'aptitude organisationnelle a servi de formation pour mieux définir le rôle et les responsabilités du Comité. L'objectif était de revoir le décret et la mission instituant le Comité et de définir son rôle. Quoique la formation soit prévue suite à l'arrivée de la consultante, elle n'a eu lieu que cinq jours avant son départ. Après la formation, le Comité était de plus chargé de rédiger un dépliant et organigramme informatifs du rôle de la consultante. Ceci aurait permis de présenter une meilleure image du Comité auprès des bailleurs de fonds. En effet, le PAM, le FNUAP et l'ACDI avaient déjà suggéré la nécessité d'un tel dépliant avant d'engager le Comité dans ses projets; ils ne comprenaient pas son rôle du Comité, ce qui retardait toute collaboration. Bien que les membres du Comité aient montré leur volonté à élaborer un tel dépliant, la consultante ne peut pas attester de sa rédaction.

Le retard dans les deux projets cités ci-dessus montre que le Comité a besoin de consolider son habilité à (1) prendre les rendez-vous et effectuer les formations en tenant compte des priorités du jour et (2) effectuer un travail dans un temps précis. Ce dernier point s'attache également à d'autres organisations rencontrées par la consultante, surtout pour ce qui est du retard dans les rapports d'activités et le suivi des projets.

Mis à part ces inquiétudes de disponibilité des membres à cause des fournitures, il y a un second problème. A l'heure actuelle, l'équipe technique du Comité est constitués de six membres, dont trois sont encore attachés à d'autres services et travaillent à mi-temps pour le Comité. Quant aux membres de l'équipe consultative, ils ne sont pas encore nommés. Ceci pose un problème sérieux pour ce qui est des activités en synergie avec les autres services et organisations. Ces contraintes font que les réunions hebdomadaires avec l'équipe technique et

mensuelle de l'équipe consultative ne sont pas actualisées. La circulation de l'information et les échanges d'expériences sont très restreints et démontrent l'affaiblissement du Comité à agir sur le plan organisationnel et sur la planification. Les seules activités achevées sur le plan organisationnel ont été, (1) l'établissement d'une liste d'activités en cours et de moyens pour leur réalisation par le Comité d'Equité et (2) l'identification des partenaires.

Pour mieux évaluer la capacité organisationnelle et logistique du Comité, la consultante a élaboré un tableau regroupant les critères essentiels d'un bon fonctionnement.

EVALUATION DE LA CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le tableau ci-dessous souligne les compétences de base nécessaires à rendre l'organisation et la planification stratégique du Comité plus efficace. Il est reparti en trois sections et comprend 20 catégories. Les sections représentent la division des rôles du Comité; les critères nécessaires à une gestion efficace sont indiqués dans chacune d'elle. Ceci permet une meilleure analyse de la capacité du Comité et permet au/à la prochain(e) consultant(e) ainsi qu'à l'USAID d'en évaluer le renforcement et l'évolution.

La réalisation des critères de fonctionnement du Comité, du plaidoyer politique et de la gestion de projets soulignés dans ce tableau renforcera le rôle du Comité d'Equité et en concrétisera les responsabilités. L'objectif principal de l'assistance technique est de rendre le Comité autonome et efficace en gestion et en plaidoyer politique. Chaque catégorie est donc évaluée par rapport à un montant de 5 à 0. Le chiffre 5, tout en haut de l'échelle, signifie l'autonomie totale du Comité. Une valeur moyenne de 2,5 pour chaque catégorie indique un fonctionnement suffisant. Le montant total, en décembre 1999, de 34,5 sur 50 révèle la nécessité d'un appui technique pour renforcer les capacités du Comité.

Nous envisageons qu'avec l'assistance technique, le montant augmentera de dix chiffres tous les quatre mois sur une période de douze mois. Ceci permettra à l'USAID d'évaluer l'efficacité et l'impact de la consultation et facilitera la décision de continuer l'assistance ou non. Tous les quatre mois, le/la consultant(e) est responsable de fournir le tableau en justifiant le montant de chaque catégorie à l'USAID, avec également un rapport des progrès faits.

Tableau 2: Critères de Bon Fonctionnement

Montant (calculé tous les quatre mois)					
Catégorie	Déc. 1999	Février 2000	Juin 2000	Oct. 2000	Février 2001
Fonctionnement du Comité					
Leadership - Directrice reconnue par les membres ainsi que par les services et d'autres organisations	3				
Esprit d'équipe (travail en cohésion)	2				
Disponibilité des membres	1.5				
Gestion de ressources humaines et de finances	2				
Gestion de l'information (circulation entre les membres du comité)	1.5				
Organisation des réunions; en coordination avec les cycles de projets	1.5				
L'appui logistique - un ordinateur et une imprimante en bon état	1.5				
Plaidoyer Politique					
L'appui du Cabinet I MEPU-EC - salaires des membres et bureau du Comité	2.5				
Statut des démarches administratives (décret/ arrêté soumis au Ministre; lettres pour nommer l'équipe consultative signée)	2				
L'impacte de plaidoyer politique	.5				
Développement de vision et rôle du Comité (rédaction d'un dépliant et organigramme sur les rôles du Comité)	1.5				
Gestion de projets					
Planification stratégique (recherche, étude, élaboration, exécution, révision, collaboration, suivi et évaluation, durabilité de l'activité)	1.5				
Révision de plan d'action du Comité (vis-à-vis les capacités des membres; mettre au jour)	2.5				
Gestion de l'activité de décentralisation	2				
Mobilisation communautaire et mise en relief en zones rurales	2				
Collaboration (réunions avec d'autres intervenants) et coordination des activités	2				
Suivi des activités - <i>reste à voir</i>	1.5				
Evaluation des activités - <i>à voir</i>	1				
Elaboration des diverses études - <i>reste à voir</i>	1.5				
Création d'une banque de données - <i>reste à voir</i>	1				
SOMME (approximation)	34.5	44.5	55.5	65.5	75.5

ANALYSE DES CAPACITÉS DES MEMBRES DU COMITÉ D'EQUITÉ

L'analyse présente les membres de l'équipe technique du Comité d'Equité et la description de leurs responsabilités (prise du Décret no.99), ainsi que celle de leur formation professionnelle (à travers les entretiens avec chaque membre du Comité).

- **Coordonnatrice.** Mme Hadjà Passy KOUROUMA - économiste de formation. Expérience en planification de l'éducation, statistique, recherche de l'équité, politique et en stratégie
 - Mme KOUROUMA dirige, coordonne et contrôle les activités dans ce domaine.
- **Section Programme.** Mme Kadia DOUMBOUYA, responsable de section— mathématicienne de formation et professeur titularisé. Expérience en planification et statistique de l'éducation, ainsi qu'en recherche et politique de stratégie pour l'équité. Chargée de la section étude et planification, Mme DOUMBOUYA a effectué les études relatives au financement de l'éducatif et à l'évaluation du système éducatif. Elle était aussi chargée de l'élaboration de plans d'action et de budgétisation au SSP.

M. Jules DELAMY, chargé d'études instituteur de formation. Expérience en archives et en gestion du personnel.

- Procède à l'exploitation des études et recherches en vue d'élaborer des politiques, des stratégies et des programmes pour la promotion de l'équité;
 - Mobilise les fonds pour l'exécution des programmes;
 - Assure le suivi et l'évaluation des programmes mis en œuvre dans ce domaine.
- **Section Partenariat.** Relations information et communication Mme Mama Kanny DIALLO, chef- enseignante de lycée, professeur de biologie au Collège de Ratoma à Conakry par nécessité. Expérience en santé de la reproduction, éducation des enfants, formation et enquêtes, formation de formateurs pour ce qui est de l'orientation et des conseils donnés (l'activité de l'UNESCO, en cours). Expérience en zones rurales et urbaine à Beyla, Dalaba, N' Zerekore et Macenta. Mme DIALLO parle couramment le Français, le Sousou et le Malinke.

Mme Ernestine SAMUEL, chargée d'étude - spécialiste en communication. Expérience en communication radio et télévision ; **proposée par le service du personnel.**

- Chargée de développer les rapports entre le département et les autres partenaires externes travaillant dans le cadre de la promotion de l'équité en éducation.
- **Section documentation.** M. Kandet SYLLA - professeur de didactique au lycée et instituteur de formation. Expérience en animation pédagogique et en évaluation des programmes. Il est attaché au service de l'enseignement élémentaire et a participé à une formation d'évaluation à Lyon en France en tant que représentant du service national de

l'é évaluation. M. SYLLA connaît également toutes les préfectures de Guinée (à l'exception de Beyla), et parle couramment le Français et le Sousou.

- Chargée de constituer une banque de données en matière d'équité en éducation à l'intérieur et à l'extérieur du pays (statistiques, rapports d'études et de recherches, de conférences et séminaires).

- **Secrétariat.** Mme Nagnouma SIDIBE (contrat à durée déterminée) - secrétaire de formation. Chargée de l'enregistrement du courrier et de la saisie des documents produits par le Comité d'Equité.

Nous avons soulevé le problème du nombre de membres pour gérer les activités. Le Comité a proposé que l'équipe technique soit composée de 10 membres, mais la décision dépend largement des services d'éducation et du service du personnel. Les capacités souhaitées sont: l'expérience en collaboration, élaboration, budget et négociation, la mobilisation communautaire, l'IEC, la gestion et le suivi des projets.

L'analyse des capacités rejoint le plan de formation dans la section suivante:

PLAN DE FORMATION POUR RENFORCER LES CAPACITES DU COMITE

Le tableau ci-dessous présente en détails les besoins pour la formation des membres du Comité et de l'intervenant. Mme TRAORE (membre actif de l'équipe consultative du Comité) est une personne aux ressources importantes dans le domaine de la mobilisation communautaire, en IEC et en recherche/action. Toutefois, l'objectif est de renforcer les capacités du Comité pour le rendre plus autonome dans toutes les activités soulignées dans le tableau. Lorsqu'il sera possible, il est envisagé que les membres du Comité ayant l'expérience en la matière assisteront le/la consultant(e) à organiser et à donner les formations.

Du au manque de disponibilité des membres, seules deux formations ont pu être faites en un mois et demi. Trois membres (M. SYLLA, M. Jules DELAMY et Mme KADIA) ont été pris par la mise en place des sous-comités (du 29 au 9 décembre) et Mme Passy KOUROUMA était absente du 25 au 28 novembre. Mme Kanny Mama DIALLO était absente entre le 19 novembre et le 12 décembre pour s'occuper du programme « Conseil et Orientation des Filles» de l'UNESCO. Même quand les membres étaient à Conakry, M. DELAMY et M. SYLLA étaient encore attachés à leurs services principaux et ne pouvaient donc pas assister à toutes les réunions. Le manque de ressources au bureau du Comité a fait de plus que Mme KADIA se trouvait souvent dans le service de statistiques pour élaborer les rapports et les plans d'action.

Tableau 3: Besoin en formation des membres du Comité d'Équité

Besoins pour La Formation	Intervenant
Formation en ce qui concerne les rôles et les responsabilités du Comité d'Équité <ul style="list-style-type: none"> ▪ Toute l'équipe (technique et puis consultatif) 	Mlle MARPHATIA
Formation en IEC <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'équipe de décentralisation 	Consultant(e) d'un an ou spécialiste en IEC; Mme TRAORE
Formation de base en informatique <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mme Kadya - Word et Excel, bénéficiera d'une formation en Accès ▪ Mme SIDIBE -Word ▪ Les autres ont les données en informatique mais manquent de pratique pour compléter leur formation 	Mlle MARPHATIA, consultant(e), Centre Informatique de MEPU-EC et l'UNICEF(formation assurée de deux des membres).
Formation en technique de mobilisation des ressources <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tout l'équipe 	L'UNICEF (avril 2000); Consultant(e) d'un an assure le suivi
Formation en techniques de gestion, élaboration, suivi et évaluation des projets <ul style="list-style-type: none"> ▪ Toute l'équipe technique 	Mlle MARPHATIA, consultant(e); Mme Kadya - élaboration des plans d'action et budgétisation; M Sylla- évaluation
Formation en anglais <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tout l'équipe technique 	Cours privé
Formation en recherche/action (revue et suite des études déjà faites) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Toute l'équipe technique 	Mlle MARPHATIA, consultant(e); Mme Kadya et Mme Diallo ; Mme TRAORE
Construction d'une banque de données <ul style="list-style-type: none"> ▪ Chargés de sections documentation et partenariat 	Mlle MARPHATIA; Consultant(e) d'un an; Mme DIALLO
Formation en décentralisation <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'équipe de décentralisation 	Mlle MARPHATIA, consultant(e) ; M. Bernard HAOU MOU, l'enseignement secondaire ; Plan International Guinée; l'UNICEF
Formation sur la mobilisation et l'animation communautaire <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'équipe de décentralisation 	Mme TRAORE; Plan International Guinée; M HAMOU et son équipe
Formation des formateurs <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mme DIALLO pour le projet de l'UNESCO ainsi que toute l'équipe technique 	Mme DIALLO; Mme TRAORE; l'UNESCO
Formation dans le partenariat et coordination des activités <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tout l'équipe 	Mlle MARPHATIA; Mme TRAORE et Plan International Guinée
Planification des voyages d'études à Consultant(e). Durée : Un 1'intérieur du pays et à l'étranger	Consultant(e) d'un an

Il faut toutefois noter que la disponibilité des membres est plus due au retard administratif et au manque d'appui logistique qu'à la volonté des membres de participer aux formations organisées par la consultante. Une fois que les démarches administratives seront faites et qu'un appui minimum de ressources (téléphone) sera assuré, la disponibilité des membres ne constituera plus un problème. L'acte attend actuellement l'étude et la signature du ministre.

Etant donné ces contraintes, toutes les formations identifiées par le Comité ne pouvaient pas être effectuées. La première formation effectuée était largement basée sur le projet de décentralisation en cours de réalisation par le Comité. Les objectifs en étaient de renforcer les capacités de recherche, d'élaborer les projets, d'établir des stratégies de planification, de gestion et de coordination en tout domaine. La deuxième formation portait sur l'identification des rôles et sur les responsabilités du Comité.

L'EXÉCUTION DES FORMATIONS

- I) Formation en ce qui concerne le rôle et les responsabilités du Comité d'équité.
- II) Formation en gestion et élaboration des projets sur la décentralisation sous trois volets:
 - a) Réunion avec les membres du Comité pour organiser et planifier l'activité;
 - b) Réunion avec M. Bernard HAOMOU du Service de l'Enseignement Secondaire et les responsables de l'école, le jeudi 25 novembre;
 - c) Réunion avec le Plan International Guinée pour mettre au point la collaboration à Conakry, puis à Lélouma et une troisième réunion pour concrétiser la collaboration à Conakry.

I) Formation en ce qui concerne le rôle et les responsabilités du Comité d'Equité le 12 décembre 1999

Résultats attendus: (1) Contribution de tous les membres des équipes technique et consultative pour définir le rôle du Comité. (2) Analyse des capacités des membres à s'organiser et produire le dépliant indépendamment d'un appui extérieur.

Cet exercice démontrera si le Comité arrive à bien définir son rôle, en tenant compte des contraintes administratives et financiers, et si les membres arrivent à effectuer un travail dans un temps donné.

Moyens de vérification: (1) Identification des démarches nécessaires pour rendre le Comité plus efficace et résolution des contraintes. (2) Etablissement d'un calendrier pour l'achèvement de ces démarches. (3) Rédaction d'un dépliant et d'un organigramme par le Comité sur son rôle et ses responsabilités.

Evaluation des résultats : Quoique la séance ait servi à organiser et à orienter le Comité sur ses responsabilités, le dépliant n'a pas été fait. Par conséquent, la volonté et l'aptitude du Comité à travailler indépendamment ainsi qu'à conduire le suivi des formations, reste très faible.

Le rapport sur l'exécution de la formation se trouve en annexe.

II) Formation en techniques de gestion et élaboration des projets

Projet : L'organisation de la mise en place des sous-comités d'équité et des clubs d'équité.

a) L'atelier sur l'organisation et la planification de l'activité

L'Activité: le Comité d'Equité préfectoral ou régional est un organe regroupant différents intervenants ou partenaires. Il travaille à une action commune et efficace en vue de la promotion de la scolarisation des filles et des enfants en zone rurale.

Résultats attendus : Discussion et planification de la gestion et de l'élaboration du projet.

Moyen de vérification : (1) Identification de l'objectif de l'activité et démarches à effectuer, et élaboration d'un plan d'action sur la mise en place des structures décentralisées. (2) Préparation d'un compte rendu sur l'atelier par un membre désigné du Comité d'Equité.

Evaluation: La séance a encouragé le Comité à planifier l'activité et à identifier les démarches nécessaires pour renforcer leur capacité à gérer une telle activité. Une fois l'organisation de l'activité effectué, le Comité a trouvé qu'une formation sur l'installation même des structures décentralisées était nécessaire. La consultante a donc sollicité M HAMOU de l'enseignement secondaire et les responsables de l'école pour une deuxième formation sur la gestion et l'élaboration des projets. La suite de cette formation est donc intitulée *formation en décentralisation - l'installation des sous-comités et clubs d'équités*.

b) Formation en décentralisation au sein de l'enseignement secondaire

L'Activité: Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action, le Comité d'Equité a initié une activité concernant l'installation des sous-comités et des clubs d'équité dans les préfectures dont les taux bruts de scolarisation sont les plus faibles au niveau des filles.

Résultat attendu: (1) Renforcer la planification de l'installation des structures décentralisées. (2) Révision du plan d'action du Comité. (3) Préparation d'un compte rendu sur l'atelier par un membre désigné du Comité d'équité.

Moyens de vérification : (1) Identification des problèmes de la jeune fille par rapport à la scolarisation et à son maintien dans le cadre scolaire. (2) Elaboration de l'objectif visé par les clubs et élaboration des stratégies pour répondre aux problèmes soulignés et identification des résultats attendus par rapport à ces clubs. (3) Révision du plan d'action de la première formation et élaboration des termes de référence des sous-comités et des clubs d'équité.

Evaluation: Mme Kadya DOUMBOUYA était le seul membre du Comité à suivre la formation. Les autres n'étaient non seulement pas présents, mais encore ils n'ont pas prévenu les organisateurs de leur absence. Et bien que sa contribution ait été utile, Mme Assiata Camara TRAORE fait partie de l'équipe consultative et non pas de celle de la décentralisation. La formation sur la décentralisation avec l'enseignement secondaire était néanmoins une réussite au niveau de l'échange d'expériences et d'informations mais un échec au niveau de la participation et de la formation pour ce qui est des membres du Comité. Il reste à voir si Mme DOUMBOUYA peut maintenant former les autres membres.

Une fois les préfectures confirmées, la consultante a proposé une réunion avec le Plan International Guinée pour concrétiser la collaboration à Lélouma.

c) Réunion avec le Plan International Guinée sur la collaboration entre l'alliance locale à Lélouma et les sous-comités d'équité.

Résultats attendus : (1) Echange d'informations sur les initiatives décentralisées/rurales de ces deux entités. (2) Renforcement du partenariat entre le Comité d'Equité et le Plan International Guinée. (3) Gérance de la collaboration entre l'alliance locale, les sous-comités et les clubs d'équité à Lélouma.

Moyens de vérification : Elaboration des critères de collaboration, y compris la répartition des rôles, la complémentarité des approches et un plan de suivi.

Evaluation : L'échange d'informations et d'expériences a été positif. Les résultats attendus ont été achevés. La volonté de ces deux entités de se réunir à Lélouma affirme de plus la possibilité d'une bonne collaboration. La suite des rencontres du Plan International Guinée et du Comité d'Equité à Lélouma se trouve dans l'étude organisationnelle. Il reste à voir si le Comité prend l'initiative de coordonner ses activités avec l'ONG Plan.

Le rapport sur l'exécution de la formation se trouve en annexe.

CHAPITRE DEUX

L'ETUDE ORGANISATIONNELLE: LA SYNERGIE DANS LE PAR TENARIAT

Comme l'étude porte sur la synergie de partenariat, il a été jugé nécessaire de faire un tableau des relations entre le Comité et les nombreux intervenants (ouvrant sur l'équité en Guinée. Ce tableau peut ainsi guider le Comité d'Equité et la consultant(e) dans l'élaboration des plans d'action et des demandes de financement. Le tableau est reparti en trois colonnes: intervenant, collaboration actuelle et collaboration envisagée. Vient ensuite une brève étude sur l'activité de décentralisation à Lélouma et à Dalaba.

Tableau 4: Liste de Partenaires

Intervenant	Collaboration Actuelle	Collaboration Envisagée
Le Gouvernement de Guinée		
Les services de l'éducation		1. A travers le projet PADES, mener un atelier sur le rôle du Comité au sein des activités élaborées par les trois services de l'éducation; 2. Etablir les relations avec la cellule d'équité au METFP.
Bailleurs de Fond		
L'USAID	1. L'élaboration et l'exécution d'une campagne de sensibilisation au niveau national et régional, dans 8 préfectures pilotes en 1994; 2. Distribution de prix scolaires; 3. Assistance technique d'une consultante pour deux mois en 1999.	L'appui technique d'un(e) consultant(e) pour un an.
La Banque Mondiale	1. Financement de l'installation des sous-comités et des clubs d'équité dans dix préfectures.	Proposition d'un appui de 18 mois soumis d'abord au Comité de pilotage puis à la Banque Mondiale pour son financement.
L'UNICEF	1. Bulletin Filles-Education (l'UNICEF, Comité d'Equité; Plan International Guinée; journaliste et service ministérielle); 2. L'organisation d'un tableau ronde en 1998 sur le partenariat de tous les intervenants dans l'éducation en Guinée; 3. Participation au comité de pilotage de l'UNICEF pour l'exécution commune de certaines activités.	1. Le suivi - assurer la distribution du Bulletin dans les zones avec les taux de scolarisation le plus bas; 2. Financement de la formation sur les rôles et responsabilités des équipes régionaux de décentralisation (prévu en février 2000); 3. Formation sur la mobilisation des ressources (prévue en avril 2000); 4. Formation de deux cadres du Comité dans l'informatique.
L'UNESCO	1. Participation de Mme Sylla Mama Kanny DIALLO dans le programme « Orientation et Conseil des Filles».	1. Suivi du programme « Orientation et Conseil des Filles» et organisation d'un atelier sur l'introduction du programme; 2. Organisation d'une séance sur la formation de formateurs; 3. Plan d'action à soumettre pour le financement de l'an 2000 (participation dans l'institut

Intervenant	Collaboration Actuelle	Collaboration Envisagée
		international sur l'éducation des filles à Ouagadougou). Appui aux activités d'IEC.
Le PAM	1. En discussion pour la participation dans le programme des cantine à l'école avec Plan International Guinée.	1. Suite de discussions, il reste à définir les termes de références et les moyens de collaboration.
Le FNUAP	1. FNUAP attend la clarification du rôle, des responsabilités et des capacités du Comité au niveau ministériel et vis-à-vis des membres avant de s'engager dans les projets.	1. Collaboration avec le Comité envisagée dans les projets suivants: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet d'augmentation significative de la scolarisation de la jeune fille; ▪ Projet de recensement de la population; ▪ Projet de systématisation juridique.
L'ACDI	1. Octroi des bourses à 97 filles.	
Le BAD	1. Distribution des fournitures scolaires à 55,000 filles et soutien à la campagne de sensibilisation.	
Corps de la Paix	1. Consultation dans le cadre de la mise en œuvre du programme éducation de cette organisation; 2. Formation intégrée de quelques élèves filles en genre, santé de la reproduction et planning familial.	1) Consultations prévues en janvier 2000 à Mamou.
Les ONG internationales et locales		
Plan International Guinée M. DOUKOURE M. Ibrahima BA	1. Collaboration dans l'atelier nationale sur la jeune fille; 2. Participation dans le Forum Educatif du projet SAGE; 3. Comité de rédaction du Bulletin de l'UNICEF.	1. Projet Pilote à Lélouma sur la collaboration avec l'alliance locale et les comités régionaux; 2. Se servir de l'expertise de Plan dans la formation effectué sur le terrain pour les communautés rurales.
EDC Mme Thelma KHELGATI	1. 1)Collaboration dans le comité de pilotage composé des directeurs des services nationaux et du chef de service qui se réunit tous les deux mois pour faire les recommandations pour la prise des décisions; 2. Collaboration dans l'étude d'interactions maîtres/élève.	1. Consultation du Comité pour les affiches élaborées par EDC.
World Education Guinée (WEG)	1. Pas de collaboration actuelle.	1. Collaboration sur la formation des comités régionaux pour tous ce qui concerne la participation communautaire à Dalaba/
Save the Children	1. Participation de la coordinatrice du comité d'équité à la cérémonie officielle d'ouverture des écoles communautaires.	1. Collaboration possible sur le terrain à Mandiana.
FEG	1. Pas de collaboration actuelle.	1. Collaboration pour la formation des DPSP et partenaires de l'éducation sur les attitudes et comportements à adopter pour l'éducation des filles. 2. Collaboration dans le cadre de

Intervenant	Collaboration Actuelle	Collaboration Envisagée
		l'étude sur la planification stratégique des ressources pour la scolarisation des filles (PSR) appuyer par FAWE Nairobi).
Aide et Action	1. Collaboration avec le sous-comité d'équité de Fria.	1. Possibilité de collaboration à Téliélé.
AGFC	1. Mme Aïssata Camara TRAORE fait partie de l'équipe consultative; elle est présente à plusieurs réunions du Comité.	1. Assurer la formation des formateurs, la sensibilisation et promotion des clubs d'équité. 2. Formation en recherche/action. 3. Identifier l'ONG et le groupement féminin pour qu'ils puissent collaborer avec le comité d'équité dans les dix préfectures.

Objet de l'étude: L'étude organisationnelle porte sur la collaboration entre le Comité d'Equité et d'autres organisations rurales dans le cadre de la mise en place des sous-comités et des clubs d'équité. Les cas suivants font l'objet de l'étude:

- Collaboration entre le Comité, les directions nationales de l'enseignement secondaire, la direction préfectorale de l'Education Civique et d'autres partenaires pour la mise en place du sous-comité et du club d'équité à Dalaba.
- Collaboration entre le Comité, le Plan International Guinée et l'Alliance Locale à Lélouma.

Dates: de 3 décembre au 7 décembre 1999.

Personnes chargées de mission:

- A Dalaba: Mme Kadia DOUMBOUYA, M. Jules DELAMY et M. Kandet SYLLA ont retrouvé les autres à Dalaba le 3 et 4 décembre;
- A Lélouma: M. Ibrahima BA et Mme Oumoue Khairy CHERIF (journaliste) du Plan International Guinée le 5 à 7 décembre.

Nous avons proposé comme thème : *la synergie dans le partenariat*. L'étude à Dalaba analyse l'initiative du Comité au sujet de l'établissement d'une nouvelle collaboration, alors que celle de Lélouma traite de la concrétisation d'une collaboration déjà en place.

Nous avons trouvé que l'activité de l'ONG Plan International Guinée approchait de beaucoup celle du comité. L'étude a donc fait appel à la collaboration entre ces deux entités, une ONG et un organe consultatif rattaché au GoG pour éviter toutes duplications et conflits.

L'étude fut effectuée alors que le Comité préparait sa décentralisation dans une dizaine de préfectures. La préfecture de Lélouma se prêtait parfaitement bien à l'intégration, au sein des services du Plan International Guinée, des ressources humaines, matérielles et financières du Comité. La consultante a donc pris l'initiative de regrouper les chargés de projets du Plan International Guinée (M. Ibrahima BA) et du Comité d'Equité (Mme Cissé Hadja Passy

KOUROUMA) à Lélouma le 5 à 7 décembre 1999.

CONTEXTE

Dalaba

Malgré l'absence du communiqué annonçant l'activité de décentralisation et l'arrivée du Comité d'Équité, la volonté de DPE à Dalaba a beaucoup facilité les rencontres avec les membres de la communauté et l'identification des personnes pour l'installation de sous-comités et de clubs d'équité. Un premier contact avec le DPE a été établi le soir du 3 décembre; il avait pour but la mise en place de l'activité.

Les deux équipes du Comité se sont d'abord réunies pour faire le bilan de l'activité de décentralisation. La réunion de ces deux équipes à Dalaba était extrêmement importante non seulement pour échanger des informations et des procédés, mais aussi pour renforcer les capacités des équipes. Le Comité s'est ensuite réuni avec les responsables de l'école, le DPSP, les DPE et les autorités préfectorales (voir annexe pour une liste des noms) afin de présenter le projet et en expliquer l'objectif.

La discussion a porté sur l'identification des contraintes empêchant la scolarisation des filles à Dalaba et dans ces sous-préfectures. Une fois que les données statistiques ont été présentées, les difficultés suivantes ont été soulignées et peuvent être identifiées comme l'objectif du sous-comité à Dalaba:

Tableau 5: Contraintes de scolarisation à Dalaba

Contrainte	Stratégie
Le maintien de la fille à l'école: bien que Dalaba ait obtenu un taux plus élevé la première année de la scolarisation de la fille à travers du projet NFQE, il subsiste toujours une baisse de l'effectif féminin entre la septième et la dixième année.	A élaborer
L'appui matériel: comme véhicule du DPE: ceci afin de mieux permettre aux gens de se rendre sur le terrain pour connaître la situation.	Sous comité à fournir les véhicules
Le problème de reprise à l'école par les filles doit être réglé.	1. Composer un groupe de travail pour réétudier ces dossiers. 2. Négocier la reprise de l'école de ces filles avec les parents.
Taux de scolarité	Réaliser une étude approfondie sur la motivation des parents. Il faut les sensibiliser aux problèmes et les doter de suffisamment de ressources et de stratégies d'action d'une localité à une autre.
Distribution des fournitures scolaires	Sous comité à fournir
Contraintes culturelles	Sensibiliser les gens au niveau des partages des tâches domestiques, c'est à dire qu'il faut corriger les habitudes et les comportements.

Rôles et responsabilités: Les intervenants ont ensuite sollicité que le Comité central prenne de bonnes notes sur toutes ces enquêtes et les fasse passer au niveau ministériel. Un des rôles du sous-comité pourrait être de servir d'intermédiaire entre le niveau local et celui central. L'objectif du club d'équité pilote est le suivant: motiver les filles à rester plus longtemps à l'école et à réussir dans leur scolarité. Le club propose donc de jumeler les collèges et les lycées dans les clubs.

Suivi: Mme Passy KOUROUMA et Mlle MARPHATIA devaient repasser à Dalaba dans deux jours suivants pour mettre au point l'organisation de ces structures et pour mieux définir leurs rôles et responsabilités. Cela n'a pas été achevé. Un mécanisme de suivi et de communication n'a donc pas été établi.

Bien qu'il y ait eu des discussions à ce sujet, il aurait été préférable que les différents intervenants aient pu identifier les moyens de résoudre les problèmes ci-dessus. Cela demande maintenant au comité un suivi et plus de temps disponible à Dalaba. Les rôles et les responsabilités ainsi que l'objectif de ces clubs restent à développer dans la prochaine séance. Quant à la disponibilité de financement et de ressources humaines du Comité central pour accomplir cette tâche, elle est contestable. En effet, le financement par la Banque Mondiale n'est destiné qu'à l'activité et pas au suivi, et celui du projet promis par l'UNICEF porte sur la formation de ces structures décentralisées et pas sur le suivi.

Les parents tiennent à éduquer leurs filles mais le manque de moyens les en empêche. Ceci soulève le problème de la disponibilité des gens et de leur volonté de faire face à des structures bénévoles.

Lélouma

L'objectif était la mise au point de la collaboration et l'identification des rôles et responsabilités de chaque partenaire. Le but était de définir les termes d'actions d'une manière participative tout en évitant la multiplication inutile des actions et des structures. Nous avons constaté l'importance de convenir d'une vision commune et de définir une stratégie (1) fonctionnement entre les deux et (2) intégration des initiatives au niveau de la communauté. Cette approche, cependant, doit être basée sur la vision venant de la communauté et non de l'une de ces organisations (l'exemple le plus souvent cité étant celui de promoteurs éducatifs installés par le Comité et recrutés par l'alliance locale du Plan International Guinée).

Rôles et responsabilités: Etant arrivé un jour avant les représentants du Plan International Guinée, le Comité a préparé l'installation des structures décentralisées en collaboration avec les responsables de l'éducation à DPE. Les représentants ont été nommés pour former les sous-comités et les clubs d'équité.

Suivi: Arrivés en début de soirée, M. Ibrahima BA et de Mme CHERIF du Plan ont pu identifier les contraintes et les actions menées à Lélouma. Cette discussion à bâton rompu n'a

malheureusement abouti ni à une vision commune ni à une stratégie, car ils ne furent pas disponibles le lendemain.

Le Plan a beaucoup d'expérience en ce qui concerne la mobilisation et l'animation des communautés. Le Comité est bien situé pour centraliser les besoins et les contraintes de ces communautés, tout autant que ceux qu'impliquent la communication avec le pouvoir central. Malgré cette rencontre, l'objectif de cette collaboration ainsi que son activité restent à déterminer.

Nous espérons que le Plan et le Comité reprendront contact à Conakry pour mettre au point leur collaboration mutuelle. Les termes d'action envisagés ne porteront ni sur une liste provisoire des actions à mener, ni sur les objectifs à atteindre pour ce qui est des acteurs et de leurs responsabilités. Lors de la réunion de suivi prévue en janvier à Lélouma, les sous-comités et les clubs d'équité devraient clarifier leurs objectifs et les responsabilités des structures décentralisés.

ANALYSE

Un tableau des critères essentiels à une collaboration efficace a été élaboré pour mieux analyser les capacités organisationnelles de l'activité.

Tableau 6: Critères Essentiel à Une Collaboration Efficace

Critères	Comité à Dalaba	Comité à Lélouma	Plan International Guinée à Lélouma	DPE/sous-comité/clubs d'équité à Lélouma	DPE/sous-comité/clubs d'équité à Dalaba
La Motivation	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien
La reconnaissance de la situation de la scolarisation des filles dans leur préfecture	Faible	Suffisante	Très Bien	Suffisante	Suffisante
La mobilisation des personnes clés et l'efficacité de temps mis à les contacter	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien
L'utilisation des structures existantes et la qualité des contacts	Très Bien A revoir	Très Bien A revoir	Très Bien	Très Bien	Très Bien
La clarification des rôles et responsabilités	Faible	Suffisante	Suffisante	Faible	Faible
La précision des tâches	Faible A revoir	Faible A revoir	Faible A revoir	Faible A revoir	Faible A revoir
Le niveau de partenariat sur le terrain	A revoir	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Suffisante A revoir
La capacité des personnes clés	Faible	Suffisante	Très Bien	Très Bien	Suffisante
La durabilité de l'activité	A revoir	A revoir	A revoir	A revoir	A revoir
Le suivi	A revoir	A revoir	A revoir	A revoir	A revoir
L'évaluation	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible

Très Bien: Les capacités se sont bien développées et permettront un achèvement facile de l'activité. **Suffisante:** Les capacités sont présentes mais ont besoin de renforcement. **Faible :** La réussite de l'activité est loin d'être assurée sans une aide conséquente. **A revoir:** Analyse nécessaire à la suite du déroulement de l'activité.

Analyse des critères

La Motivation: L'un des éléments fondamentaux de réussite est la motivation des gens. Elle dépend de la volonté, de la capacité à identifier les problèmes et de la mobilisation des personnes clés. La réussite, cependant, dépend en grande partie des contraintes matérielles, financières et humaines qui affaiblissent la durabilité et le suivi de l'activité.

La reconnaissance de la situation de la scolarisation des filles dans leur préfecture: Cet élément est essentiel pour juger de l'impact et de la qualité de l'intervention. Les principes pédagogiques, matériels et financiers permettant la scolarisation des filles sont: (1) les données sur le terrain pour ce qui est de la culture et de la tradition religieuse; (2) l'évolution de taux de scolarisation et la rétention des filles à l'école; (3) la disposition et le soutien de la communauté (les parents, les élus et les chefs religieux); (4) la collaboration entre les intervenants sur le terrain; (5) les difficultés ou contraintes sur tous les plans - de la communauté jusqu'à niveau central - et (6) la compréhension de l'expérience de la fille à l'école.

- La reconnaissance de la situation à Lélouma est très satisfaisante, car le Comité y a travaillé pour la campagne de sensibilisation, il y a trois ans. Il est pourtant nécessaire de revoir la situation du côté du Comité; cela peut être facilement fait à Conakry avec le Plan International Guinée et au cours de la prochaine rencontre à Lélouma avec la communauté.
- Bien que les discussions à Dalaba aient brièvement porté sur les difficultés, il faut que le Comité revienne la situation pour mieux comprendre son rôle de support. Ceci est prévu lors de la prochaine visite du Comité à Dalaba.

La mobilisation des personnes clés et l'efficacité de temps mis à les contacter: la mobilisation des personnes clés dans les deux endroits par le DPE était très efficace, surtout qu'aucun endroit n'avait reçu le communiqué du ministère signalant l'activité. Une réunion élargie à d'autres membres de Conakry a été tenue afin de présenter l'activité et de composer les structures.

L'utilisation des structures existantes et la qualité des contacts: l'intégration de l'alliance locale et la participation de M. Ibrahima BA à Lélouma était essentielle et le Comité les a très bien gérées. L'absence du DPE et de l'un des initiateurs éducatifs n'a pas affecté la mise en place de l'activité, car l'initiateur présent était très au courant et totalement engagé dans l'activité. L'intégration des promoteurs éducatifs dans les deux endroits a parfaitement bien réussi.

La clarification des rôles et des responsabilités: l'activité aurait été beaucoup plus efficace au niveau du suivi si le Comité avait eu plus de temps pour préparer et bien définir non seulement son rôle et ses responsabilités, qui restent aujourd'hui ambiguës, mais aussi celles des structures décentralisées mises en place.

La précision des tâches : Très faible. Bien que le Comité défende que ce soit aux

communautés de la définir, il a fallu donner une explication des objectifs à atteindre.

Le niveau de partenariat sur le terrain (entre le DPE et d'autres intervenants): cela reste à voir dans le suivi et à être développé par le Comité. Le Comité devrait prendre l'initiative d'effectuer une étude sur tous les projets de scolarisation des filles dans ces deux endroits. Il pourrait ensuite mieux définir sa stratégie d'intervention. Quant à la formation à effectuer sur les membres de ces structures, le Comité devrait collaborer avec le WEG, le Plan et 'Save the Children' qui œuvrent depuis longtemps à la mobilisation et à l'animation communautaire.

La capacité des personnes clés: Le besoin de formations en gestion de projet et la mobilisation des ressources à Lélouma est impératif; la mobilisation de ressources humaines et les capacités des intervenants à Lélouma et Dalaba le sont également.

Le Comité de Conakry a reçu deux formations sur la gestion et l'élaboration de projets avant le commencement de l'activité (voir le compte rendu dans l'annexe). Bien que la formation ait été jugée utile, la présence d'un seul membre de l'équipe de décentralisation relève le peu d'impact réel de ces formations.

La durabilité de l'activité: elle est aujourd'hui très faible car la *disponibilité de ressources matérielles et financières* n'existe pas. Ces structures ont pour base le volontariat. Les responsables s'occupant de ces structures sont déjà très occupés par leur propre travail. Ayant des DPE très actifs, les deux préfectures sont conscientes de l'importance de la scolarisation de la fille et des difficultés empêchant leur rétention. Ces communautés ont maintenant besoin d'un appui du gouvernement pour les fournitures scolaires, les maîtres d'école, les cantines, le transport pour les enfants habitant très loin de l'école, et autres.

Le suivi: la réussite de l'activité demande une disponibilité de fonds que le Comité n'a pas. Bien qu'il fasse des propositions aux bailleurs de fonds pour le financement de formation de ces structures, un véritable appui pour les structures décentralisées n'existe pas. Cela fait que l'impact est faible et peut, au pire, mener au découragement des initiatives communautaires.

L'évaluation : tant que le rôle et les responsabilités ainsi que l'objectif des structures décentralisées ne sont pas définis, un mécanisme de suivi et d'évaluation ne peut pas être effectif.

ANALYSE GLOBALE

Les études du NFQE identifient la décentralisation du pouvoir décisionnel au niveau des communautés et des écoles comme l'un des principaux éléments de l'amélioration de l'éducation, surtout celle de la jeune fille. En effet, les efforts du programme PASE I ont porté sur l'accès à la scolarisation. Le Gouvernement de Guinée a suscité un désir d'éducation au sein de la population. Les communautés, surtout celles de Dalaba et de Lélouma, ont répondu à cet appel en incitant les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Par la suite, PASE I a porté l'attention sur l'amélioration qualitative dans les écoles guinéennes et a donc proposé la décentralisation comme l'une des principales stratégies de réussite.

Etant donné les capacités actuelles du Comité, la meilleure façon d'atteindre un niveau de fonctionnement élevé est d'entreprendre une synergie des initiatives. C'est l'approche la plus efficace pour améliorer la gestion (finances, allocation des personnels, suivi, recherche et évaluation) du système éducatif en général et l'impact du Comité d'Equité en particulier.

Bien qu'il soit arrivé à obtenir un financement pour la mise en place des projets, le Comité a-t-il (1) les capacités de gérer un projet aussi ambitieux que celui de la décentralisation et (2) les moyens nécessaires pour le soutenir? N'ayant aucun fond de la part du ministère, l'assistance obtenue à travers les bailleurs de fonds est toujours de courte durée.

Le sujet de l'étude sert lui-même d'exemple l'activité «tutelle » par la Banque Mondiale pour l'installation des sous-comités et des clubs d'équité dans dix préfectures. Le rôle du Comité n'est ni d'inciter ni de développer les activités qu'il entreprend: elles risquent de demeurer ponctuelles, ce qui peut mener au découragement des communautés qui se sont, elles aussi, engagées dans les activités. Le projet d'installation est réalisable, certes, mais son suivi n'est pas assuré. Sa réussite dépend de l'objectif et de l'impact de l'initiative.

Si le Comité d'Equité, en tant qu'intervenant de l'Etat, suscite la participation des communautés à l'effort de scolarisation, il doit être responsable non seulement de répondre à leurs requêtes, mais aussi de leur fournir les ressources humaines, financières et pédagogiques nécessaires. Toutefois, la prochaine étape pour renforcer le Comité et le mettre en relief est la décentralisation. Cette étape consiste à assurer le suivi de l'activité, le financement des formations envisagées (déjà assuré par l'UNICEF) et les visites sur le terrain.

Ceci dit, si le Comité arrive à bien installer ces structures régionales et peut avoir à sa disposition les moyens pour les soutenir à long terme, il pourra jouer un rôle très important dans la réussite scolaire. A travers ces structures, il peut contribuer à la recherche et à la résolution de nombreux problèmes que rencontrent aujourd'hui les écoles et les communautés. Il peut solliciter la décentralisation des ressources centrales pour les écoles. Il peut également soulever la question de rentabilité auprès du ministère et rendre l'école autonome et responsable de la réussite scolaire. Afin de renforcer tous les aspects de la gestion des projets (conception, planification, exécution, gestion, suivi et évaluation) et du plaidoyer éducatif, le Comité peut aider à créer et à soutenir 'une volonté politique, une flexibilité procédurier, une ouverture à des modèles alternatifs, et dans plusieurs cas, un changement de mentalité des professionnels de l'éducation.' (Voir Diagnostic de l'Enseignement Primaire en Guinée ; résumé des conclusions et recommandations de AED).

CHAPITRE TROIS RECOMMANDATIONS

La troisième consultation a d'abord examiné les compétences diverses des membres et leur habileté organisationnelle et de planification. Les formations issues de cette évaluation ont été regroupées par rapport aux activités actuelles du Comité et ont donc porté sur la gestion, l'élaboration et le suivi du projet de décentralisation. La formation a ensuite porté sur la définition des rôles et des responsabilités du Comité. Toujours dans le cadre de la décentralisation, deux études organisationnelles ont ensuite été élaborées sur partenariat entre le Comité et les organisations rurales œuvrant sur l'équité en Guinée. Les recommandations sur l'intégration et la synergie des actions ont été transmises à l'USAID.

Les trois consultations auprès du Comité d'Equité fournissent par l'USAID ont donné naissance à une assistance technique à durée déterminée (12 mois). Une telle assistance à pour objectif principal de renforcer le Comité dans les cadres suivants:

- Rôle du Comité comme organe consultatif:
 - **Les capacités:** le rôle du Comité dépend de la capacité des membres à gérer et coordonner des projets et de leur implication et influence réelle dans la politique nationale sur la scolarisation des filles. Il dépend également de la disponibilité des membres à s'engager à plein temps dans le Comité. Bien que l'investissement du Comité dans la mise en place et le suivi des projets soit une bonne idée, les capacités nécessaires à la gestion, à la direction et à l'exécution des projets ne seront atteintes qu'après les formations. Une fois ses capacités renforcées et son rôle défini, le Comité pourra réviser le plan d'assistance technique réalisé par Mme Hélène BOYLE.
 - **La politique nationale:** En 1999, huit ans après sa création, le rôle et le statut du Comité prennent forme. Et pourtant, n'étant pas encore considéré comme un organe consultatif à part entière, son attachement direct au MEPU-EC n'est pas réalisable. Il faut une évolution de son statut et de ses capacités, et cela prendra du temps. Le/la consultant(e) peut néanmoins travailler avec le Comité sur les démarches à faire.

Le renforcement du Comité sur ces points dépendra de l'engagement du gouvernement de Guinée dans la promotion de l'équité. Parce qu'il n'existe pas de politique nationale sur l'éducation des filles, l'issue des activités à long terme dépendrait de la politique des bailleurs de fonds. Le but est de faire engager le Comité comme organe consultatif non seulement dans les actions liées à l'éducation, mais aussi toutes celles portant sur la promotion des femmes (emploi, parlement, ministères, santé, droits juridiques et autres). Suite aux capacités actuelles, le Comité peut agir dans les cas suivants : disponibilité d'un minimum d'appui (téléphone et lignes téléphoniques ; deux ordinateurs et deux imprimantes en état de bon fonctionnement) ; un budget de fonctionnement assuré par le MEPU-EC.

- Servir de cellule centrale de contact pour tous les intervenants et identifier les activités à entreprendre.

- Pour accomplir ce rôle, le Comité peut organiser un atelier permettant de regrouper tous les acteurs avec toutes les initiatives et les études effectuées sur l'équité en Guinée. Cet atelier amènera le Comité à identifier le potentiel et l'efficacité de sa participation dans ces programmes et sa capacité à mobiliser les fonds.
 - A partir de ce moment là, le Comité pourra élaborer les programmes complémentaires de soutien. L'activité de sensibilisation en est un parfait exemple. Beaucoup d'efforts de sensibilisation ont déjà été faits dans le courant des années 1990. Aujourd'hui, il faut sans doute définir la suite de cette sensibilisation plutôt que d'implanter d'autres campagnes de sensibilisation.
- Plaidoyer en politique nationale sur l'équité en 'genre' aussi bien qu'en 'zone' et servir d'organe consultatif autour de ces projets. Le Comité doit entreprendre des plaidoyers auprès du gouvernement et d'autres intervenants dans le cadre de la promotion des filles et des femmes.
 - Définir son rôle auprès du MEPU-EC
 - Définir son rôle dans le comité pilote auprès du MEPU
 - Définir son rôle auprès d'autres services ministériels
 - Identifier les besoins en plaidoyer pour tout ce qui concerne l'équité en 'genre' et en 'zone'
 - Mettre à jour les plans d'action du Comité. Ces plans comprennent ceux du Comité (1996), de Mme BOYLE (Juillet 1999), de la Banque Mondiale et de l'UNICEF. Si les plans d'action et de budget sont élaborés par Mme Kadya DOUMBOUYA et Mme Passy KOUROUMA, ils ont de forte chance de réussir. Par contre, un appui est nécessaire au niveau des programmes proposés.
 - Les activités suivantes ont été proposées pour concrétiser la collaboration. Au premier plan:
 - Organisation d'une table ronde trimestrielle avec les bailleurs de fond qui financent les activités du Comité
 - Organisation des ateliers de collaboration avec les cellules de l'équité du MEPTF et du MESRS pour définir une stratégie de collaboration
 - Identification de toutes les sources de financement potentielles du Comité d'Equité et aide à la mobilisation des ressources pour surmonter les contraintes techniques et financières du Comité
 - Définition du rôle du Comité au sein du comité de pilotage de MEPU-EC
 - Implication plus directe du comité dans le projet NFQE

Au deuxième plan:

- Elaboration d'un plan de collaboration avec le Plan International Guinée dans les activités suivantes:

- Coordination d'activités et de formation des sous-comités et clubs d'équité dans les préfectures de Lélouma, Mali, Dinguiraye et Téliélé avec l'alliance locale;
- Définition du rôle du Comité dans la politique nationale suite au Forum de SAGE (Strategies for the Advancement of Girls Education).

Formations

Les formations suivantes vont renforcer les capacités du Comité d'Equité. Il est envisagé que le/la consultant(e) organise et exécute ces formations. Lorsque possible, les personnes clés au sein du ministère et les autres intervenants seront invités à participer aux formations. Les formations peuvent prendre place dans le bureau même du Comité et ne nécessitent donc pas un engagement de ressources financières ou matérielle importante.

- La gestion, le suivi et l'évaluation des projets et des programmes dans le cadre de la décentralisation du Comité d'Equité (la planification stratégique, le forecasting, budgétiser):
 - Développer un processus de planification pour la suite de l'activité de décentralisation, comme identifier dans cette consultation
 - Effectuer une formation en rapport à la mobilisation/animation communautaire et identifier sur le terrain les partenaires potentiels
- Plaidoyer en politique nationale en faveur du Comité d'Equité et de la scolarisation de la jeune fille:
 - Technique de plaidoyer
 - Comment influencer la politique nationale? Comment développer les rapports entre les différents services?
- Coordonner toutes les activités au niveau national:
 - Procéder à l'exploitation des études et des recherches par une suite d'ateliers de recherches/actions (revue et suite des études déjà faites)
 - Suivi et évaluation des activités de tous les intervenants
 - Banque de données
- Coordonner la suite de l'activité de décentralisation avec le Plan International Guinée.
- Formation de formateurs sous deux volets:
 - Dans le projet de l'UNESCO
 - Dans la décentralisation et la formation envisagée pour les structures décentralisées
- Formation en IEC sur la diffusion des buts principaux de l'école et sur les objectifs à atteindre en matière d'équité d'accès (genre, région, zone), de rendement et d'efficacité de

l'école sur les sous-comités et les clubs d'équité au plan national et préfectoral.

- Suite à la formation de mobilisation et de gestion des ressources de l'UNICEF prévue en avril 2000, il faut organiser les activités pour mettre en œuvre les stratégies élaborées par le Comité.
- Et autres.

Suivi et Evaluation

Pour mieux évaluer l'impact de la consultation et l'évolution des capacités du Comité, les rapports suivants doivent être soumis à l'USAID:

- Rapports du/de la consultant(e)
- Rapports du Comité sur les attentes et l'impact de la consultation tous les quatre mois
- Evaluation par M. SAURE (représentant de MEPU-EC chargé de veiller sur le Comité)
- Une évaluation par une ou plusieurs ONGs sur l'effort de partenariat et la coordination des activités du Comité.

Le tableau des "critères de bon fonctionnement" élaboré dans la deuxième partie de ce rapport souligne les compétences de base nécessaires à l'efficacité du Comité. La réalisation des critères de fonctionnement du Comité, du plaidoyer politique et de la gestion de projets rendra le Comité autonome. Il permettra une meilleure analyse de la capacité organisationnelle du Comité et le/la prochain(e) consultant(e) aussi bien que l'USAID pourront mieux évaluer et juger des progrès faits.

En décembre 1999, le montant total de 34,5 montre la nécessité d'un appui technique pour renforcer les capacités du Comité. Nous envisageons que le montant total augmentera de dix chiffres tous les quatre mois avec le support pendant douze mois d'une assistance technique. Ceci permettra à l'USAID d'évaluer l'efficacité et l'impact de la consultation et facilitera la décision de continuer l'assistance ou non. Le/la consultant(e) sera responsable de fournir le tableau justifiant le montant de chaque catégorie tous les quatre mois à l'USAID, avec un rapport des progrès faits.

Il faut à tout prix que les membres des équipe technique et consultative soient nommes et qu'ils soient disponibles.

En janvier 2000, WIDTECH a rédigé un compte rendu de la mission avec GIWID, AED et l'USAID Afrique une fois que Mlle MARPHATIA est rentrée à Washington DC. Les recommandations suivantes sont issues de ce compte rendu:

1. Il est recommandé que l'USAID Guinée procède à une évaluation du Comité d'Equité en février 2000 avant l'engagement d'une consultante à long terme. La différence des montants dans le tableau des critères de bon fonctionnement indique les progrès du Comité par rapport aux prévisions de décembre 1999.
2. Il est souhaitable que le décret constituant le Comité d'Equité soit signé par le ministre avant l'engagement d'une consultation à long terme et que:
 - Le Ministère de l'Education nomme et de prenne en charge le salaire d'au moins deux des membres permanents, une directrice et une Secrétaire auprès du Comité. Ces membres doivent être disponibles à plein temps et leurs responsabilités clairement identifiées dans leurs termes de référence. Toutefois, il est préférable que d'autres membres fassent partie d'une équipe consultative auprès du Comité.
 - Les bureaux du Comité soient fournis d'un minimum d'appui technique : deux ordinateurs, une imprimante et une ligne téléphonique en bon état de fonctionnement.
3. Le Comité d'Equité doit fournir un «mission statement » identifiant son rôle et ses responsabilités en tant que cellule d'équité du MEPU-EC. Ce document doit tenir compte de son rôle non pas en tant que cellule gérant les activités, mais en tant que coordinateur des initiatives éducatives. Il doit également tenir compte de la mise en œuvre de la politique de l'Etat.
4. L'USAID Guinée reste seule à pouvoir engager une consultante sur-le-champ. Il est donc recommandé que l'assistance technique à long terme ne prenne place qu'après les démarches cités ci-dessus aient été effectuées.

CHAPITRE QUATRE

TERMES DE REFERENCE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'USAID AU COMITE D'EQUITE DU MEPU-EC

OBJECTIF

Le résultat attendu de cette consultation est la mise en œuvre d'un plan d'assistance technique à l'USAID. Cette assistance renforcera l'efficacité des membres, fera ressortir le Comité et lui donnera le dynamisme qu'il n'a pas encore. L'effort effectué portera plus précisément sur la formation des membres pour ce qui est de l'élaboration, de la gestion, du suivi et de l'évaluation des projets.

CONTEXTE

L'équipe éducation de l'USAID/Guinée (Objectif Stratégique N. 3) cherche à renforcer les bases particulièrement faibles des ressources humaines guinéennes à travers une amélioration tant quantitative que qualitative de l'éducation de base. SO3 a deux programmes: le projet de Reforme du Secteur de l'Education (PRSE), lancé en 1990, et le projet de Niveaux Fondamentaux de Qualité et d'Equité (NFQE), lancé en 1997. Les deux projets visent à améliorer la qualité de l'enseignement tout en aidant au développement des communautés de base et des ONG locales spécialisées en éducation. En outre, l'USAID assiste le gouvernement de Guinée dans la planification stratégique de l'éducation, le développement de ses capacités de planification de l'éducation et dans la gestion financière.

L'année 1991 a vu la création d'un Comité d'Equité interministériel dans le cadre du Programme d'Ajustement Sectoriel de l'Education (PASE I). Sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et celle de la formation technique professionnelle (MEPU), en partenariat avec le Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine et de l'Enfance (MASPFE), le groupe consultatif a promu la scolarisation des filles et des enfants en zones rurales. Entre autres choses, il devait rassembler les statistiques appropriées, approfondir les recherches, définir des stratégies et établir un plan d'action. Le Comité a beaucoup bénéficié de l'appui du Ministre de l'Education Pré-Universitaire, Madame Aicha BAH, et a pu ainsi conseiller le Comité de pilotage du MEPU.

Le comité a entrepris une campagne de sensibilisation en faveur de la scolarisation des filles dans huit préfectures pilotes avec l'appui de l'USAID en 1993. La campagne a réussi à mobiliser des initiateurs éducatifs, deux par préfectures, dans le but de faciliter le contact avec les parents, les chefs religieux et d'autres personnes influentes afin de promouvoir l'éducation des filles. L'évaluation entreprise par l'USAID en 1997 ainsi qu'une étude réalisée en janvier 1998 par le Centre de Documentation et d'Evaluation du Développement (CDIE) ont constaté de l'impact positif de cette campagne.

En 1994, le ministre a créé un secrétariat permanent pour le Comité et a nommé une

coordinatrice ainsi que cinq membres. Quand l'idée d'encourager la scolarisation des filles a été présentée par le gouvernement, elle a fait face à certaines réticences, notamment de la part de chefs traditionnels et religieux et de notables. La situation a bien évolué depuis, en grande partie grâce aux efforts du Comité. La multiplication des ONG et d'autres groupes nationaux et étrangers œuvrant dans ce domaine témoigne de l'impact positif du rôle du comité. N'ayant toujours pas de budget de fonctionnement, de plan stratégique et pas suffisamment de personnel, le Comité est impliqué dans des interventions ponctuelles avec les bailleurs de fond et les ONG. Son rôle dans le processus de décision s'est trouvé sensiblement diminué par ces interventions.

Malgré l'effort de plusieurs intervenants, il existe aujourd'hui des disparités graves entre la scolarisation des garçons et des filles en Guinée, que ce soit en zones rurales ou urbaines. Le Comité, en tant que représentant du gouvernement et du peuple guinéens, doit avoir son mot à dire en politique nationale sur tout ce qui concerne l'éducation et la promotion de la fille à l'école.

Malgré de nombreuses contraintes administratives et techniques, le comité a distribué plus de 1400 prix aux meilleurs élèves, aux parents, aux enseignants et aux directeurs (financé par l'USAID). Il a aidé à distribuer des fournitures scolaires à 55,000 filles dans 17 préfectures à faible taux de scolarisation (assuré par le BAD). Il a publié un bulletin «Filles-Education» et organisé une table ronde pour développer un esprit de partenariat avec tous les intervenants dans le domaine (soutenu par l'UNICEF). En 1999, il a commencé à entreprendre des projets de plus grande envergure. Sous l'égide du programme de la Banque Mondiale, le comité a installé les structures décentralisées, dont les sous-comités et les clubs d'équité, dans une dizaine de préfectures. Une seconde activité, «orientation et conseil des filles» de l'UNESCO, consiste en des séances de formation des formateurs en collaboration avec d'autres intervenants. Plusieurs bailleurs de fond, dont l'UNICEF, l'UNESCO, le FNUAP et le PAM ont montré leur intention de travailler avec le comité, mais le rôle du comité comme organe consultatif et aussi par rapport à ses activités reste énigmatique.

La définition de ce rôle dépend non seulement de l'investissement du Comité en politique nationale, mais aussi de la capacité de ses membres à gérer et coordonner les projets. C'est dans ce cadre que l'USAID a proposé un plan d'assistance technique pour renforcer la capacité du Comité à court, moyen et à long terme. La première consultation a occasionné une étude situationnelle examinant les relations entre le Comité d'Equité et les différentes structures de l'administration guinéenne s'intéressant à la question d'équité. L'évaluation sommaire de cette étude a révélé l'adéquation entre la structure et les moyens du Comité actuel et a fait des recommandations pour renforcer le Comité sur les plans technique et organisationnel.

Une fois que la disposition et les capacités du Comité ont été clarifiées, une deuxième consultation a mené à l'élaboration d'un plan pour un programme d'assistance technique au Comité d'Equité. Ce plan devra être soumis aux divers bailleurs de fond pour leur appui. La troisième consultation a d'abord examiné les compétences diverses des membres et leur habileté organisationnelle et de planification afin d'élaborer un plan de formation pour renforcer les capacités des membres. Les formations étaient regroupées par rapport aux

activités actuelles du comité et ont donc porté sur la gestion, l'élaboration et le suivi du projet de décentralisation. La formation a ensuite porté sur la définition des rôles et des responsabilités du comité. Toujours dans le cadre de la décentralisation, deux études organisationnelles ont finalement été faites sur le partenariat entre le Comité et les organisations rurales œuvrant sur l'équité en Guinée. Les recommandations au sujet de l'intégration et de la synergie des actions ont été transmises à l'USAID.

Les consultations ont donné naissance à l'établissement de l'assistance technique à durée déterminée (12 mois).

RESULTATS ATTENDUS

Aider le Comité d'Equité à intégrer les dimensions d'équité de 'genre' et de région à une scolarisation de qualité dans tous les secteurs de l'environnement éducatif (système éducatif, école, communauté, secteur privé, secteur public). Veiller à une synergie des actions menées.

Une telle assistance permettra au Comité d'agir de façon autonome et indépendamment de tout support technique supplémentaire. Même si l'une des activités n'est pas entièrement satisfaisante, il sera tout à fait possible à la consultante de mener à bien sa mission qui est principalement de renforcer le Comité à travers la formation des membres.

Le Renforcement des Capacités du Comité

Le renforcement des capacités du Comité va se faire en deux volets:

- L'assistance technique dans l'élaboration, la gestion, le suivi et l'évaluation des activités entreprises actuellement par le comité (le projet de la décentralisation de la Banque Mondiale ; la formation de formateurs dans le projet « Orientation et Conseil des Filles» ; la mise en place du projet tutelle par le PAM dans dix préfectures et la mise en œuvre de la collaboration envisagée entre autre avec le FNUAP.
- Dans le cadre du renforcement des capacités des membres du Comité d'Equité, le/la consultant(e) soumettra un plan de formation comprenant les moyens de vérification et les résultats attendus de chaque formation. Le/la consultant(e) fournira de plus un calendrier à dates fixes pour l'exécution de ces formations. Dans le cas où une formation n'aurait pas abouti, le/la consultant(e) doit soumettre à l'USAID un document soulignant les contraintes et la nouvelle date de formation.

Le/la consultant(e) effectuera les formations citées ci-dessous ainsi que d'autres identifiées par le Comité.

La Mise en œuvre d'un Plan de Collaboration

1. Assister le Comité à l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de collaboration pour achever les objectifs suivants:
 - Procéder à l'exploitation des études et des recherches à travers les ateliers de recherches/actions (revue et suite des études déjà faites)
 - Suivi (évaluation) des activités de tous les intervenants
 - Plaidoyer en politique nationale sur la scolarisation des filles en zone rurale et urbaine
 - Gérer une banque de données
2. Les activités suivantes ont pour but de concrétiser la collaboration:

Au premier plan:

- Organisation d'une table ronde trimestrielle avec les bailleurs de fond qui financent les activités pour le comité
- Organisation des ateliers de collaboration avec les cellules de l'équité du MEPTF et du MESRS pour définir une stratégie de collaboration
- Identification de toutes les sources de financement potentielles du Comité d'Equité et aide à la mobilisation des ressources pour surmonter les contraintes techniques et financières du comité
- Définition du rôle du comité au sein du comité de pilotage de MEPU-EC et veiller davantage sur l'implication du NFQE.

Au deuxième plan, Elaboration d'un plan de collaboration avec le Plan International Guinée dans les activités suivantes:

- Coordination d'activités et de formation des sous-comités et clubs d'équités dans les préfectures de Lélouma, Mali, Dinguiraye et Téliélé avec l'Alliance Locale
- Définition du rôle du comité dans la politique nationale suite au Forum de SAGE (Strategies for the Advancement of Girls Education).

Procéder à une Évaluation de l'Effort de Partenariat

A la suite de l'étude organisationnelle effectuée pendant la dernière consultation, il faut évaluer l'effort du Comité en ce qui concerne la concrétisation du partenariat dans le cadre de

la décentralisation. Ceci, à travers les visites de terrain à Lélouma, Dalaba et une troisième préfecture où ouvre l'ONG AGF. Le résultat attendu est une évolution conséquente de la coordination des activités et des ressources humaines, matérielles et financières.

FORMATIONS A ASSURER

Les membres du comité doivent acquérir des compétences spécifiques dans le processus d'exécution des activités. Les formations sont donc directement liées aux initiatives du comité. Dans la mesure du possible, les personnes œuvrant sur la question au sein de ministère et les autres intervenants seront invités à participer aux formations.

Les formations citées ci-dessous ayant pour but de renforcer les capacités de membres du Comité, elles peuvent prendre place dans le bureau du Comité d'Equité et ne nécessitent donc pas un engagement important de ressources financières ou matérielles.

- Définir et consolider le rôle et les efforts du comité pour arriver à une vision globale de l'éducation des filles. Cette vision doit être révisée au fur et à mesure suivant la répartition des rôles et des activités actualisées du Comité et doit se rapporter à la politique du MEPU-EC. Ceci, en collaboration avec les autres services ministériels, l'équipe consultative du comité, les bailleurs de fond et tout autre intervenant œuvrant sur l'équité en Guinée.
- Augmenter les capacités institutionnelles et individuelles pour réaliser ces objectifs d'une manière efficace. Promouvoir le partage d'une base de connaissances et d'information sur la scolarisation de la fille en Guinée (« esprit de team building »).
- Gestion, suivi et évaluation des projets et des programmes dans le cadre de la décentralisation du Comité d'Equité (la planification stratégique, la budgétisation, la mobilisation des ressources et autres). Préparer le bureau du comité de Conakry à soutenir les efforts locaux et à définir une stratégie de décentralisation à court, moyen et à long terme.
- Plaidoyer en politique nationale en faveur du Comité d'Equité et de la scolarisation de la jeune fille.
- Formation en recherche/action et en élaboration des études, y compris le développement des outils nécessaires à l'évaluation.
- Préparation des membres du Comité à mener la formation de formateurs sur les programmes de « conseil et orientation des filles » et sur la décentralisation.
- Formation en IEC sur la diffusion de finalités de l'école et sur les objectifs à atteindre en matière d'équité d'accès (genre, région, zone), de rendement et d'efficacité de l'école.
- Formation en mobilisation et animation communautaire.

- Suite à la formation de mobilisation et gestions des ressources de l'UNICEF prévue en avril 2000, il faut organiser les activités concernant la mise en œuvre des stratégies élaborées par le Comité.
- Autres formations identifiées en collaboration avec le Comité d'Equité.

CRITÈRES DE BON FONCTIONNEMENT DU COMITE D'EQUITE

Le tableau ci-dessous souligne les compétences de base nécessaire à rendre l'organisation et la planification stratégique du Comité plus efficace. Il est reparti en trois sections et comprend 20 catégories. Les sections représentent la division des rôles du Comité; les critères nécessaires à une gestion efficace sont indiqués dans chacune d'elle. Ceci permet une meilleure analyse de la capacité du Comité et permet au/la prochain(e) consultant(e) ainsi qu'à l'USAID d'en évaluer le renforcement et l'évolution.

La réalisation des critères de fonctionnement du Comité, du plaidoyer politique et de la gestion de projets soulignés dans ce tableau pourra solidifier le rôle du Comité d'Equité et en concrétiser les responsabilités. Le but ultime de l'assistance technique est de rendre le Comité autonome et efficace dans ses capacités à gérer des projets et à organiser le plaidoyer politique. Chaque catégorie est évaluée par rapport à un montant de 5 à 0. Le chiffre 5, tout en haut de l'échelle, signifie l'autonomie totale du Comité. Une valeur moyenne de 2.5 pour chaque catégorie indique un fonctionnement suffisant. Le montant global, en décembre 1995, de 34.5 sur 50 révèle la nécessité d'un appui technique pour solidifier les capacités du Comité.

Nous envisageons qu'avec l'assistance technique, le montant augmentera de dix chiffres tous les quatre mois sur une période de douze mois. Ceci permettra à l'USAID d'évaluer l'efficacité et l'impact de la consultation et facilitera donc la décision de continuer l'assistance ou non. Le/la consultant(e) est responsable de fournir le tableau en justifiant le montant de chaque catégorie à l'USAID, avec également un rapport des progrès faits.

Critères de Bon Fonctionnement

Montant (calculé tous les quatre mois)					
Catégorie	Déc. 1999	Février 2000	Juin 2000	Oct. 2000	Février 2001
Fonctionnement du Comité					
Leadership - Directrice reconnue par les membres ainsi que par les services et d'autres organisations	3				
Esprit d'équipe (travail en cohésion)	2				
Disponibilité des membres	1.5				
Gestion de ressources humaines et de finances	2				
Gestion de l'information (circulation entre les membres du comité)	1.5				
Organisation des réunions; en coordination avec les cycles de projets	1.5				
L'appui logistique - un ordinateur et une imprimante en bon état	1.5				
Plaidoyer Politique					
L'appui du Cabinet I MEPU-EC - salaires des membres et bureau du Comité	2,5				
Statut des démarches administratives (décret/ arrêté soumis au Ministre; lettres pour nommer l'équipe consultative signée)	2				
L'impacte de plaidoyer politique	.5				
Développement de vision et rôle du Comité (rédaction d'un dépliant et organigramme sur les rôles du Comité)	1.5				
Gestion de projets					
Planification stratégique (recherche, étude, élaboration, exécution, révision, collaboration, suivi et évaluation, durabilité de l'activité)	1.5				
Révision de plan d'action du Comité (vis-à-vis les capacités des membres; mettre au jour)	2.5				
Gestion de l'activité de décentralisation	2				
Mobilisation communautaire et mise en relief en zones rurales	2				
Collaboration (réunions avec d'autres intervenants) et coordination des activités	2				
Suivi des activités - <i>reste à voir</i>	1.5				
Evaluation des activités - <i>à voir</i>	1				
Elaboration des diverses études - <i>reste à voir</i>	1.5				
Création d'une banque de données - <i>reste à voir</i>	1				
SOMME (approximation)	34.5	44.5	55.5	65.5	75.5

PRODUITS A LIVRER

1. Plan de travail pour la consultation comprenant un calendrier d'activité soumis plus de trois semaines ouvrables après le début de la consultation.
2. Réviser, en collaboration avec le Comité d'Equité, le plan d'action ainsi que le plan de l'assistance technique pour l'an 2000 par rapport à sa capacité actuelle.
3. Plan de formation pour renforcer les capacités individuelles ainsi que le processus de «team building» du Comité. Ce plan comprend les moyens de vérification et les résultats attendus à la date envisagée de chaque formation.
4. Rapport sur l'exécution des formations.
5. Réviser, avec le comité, le plan de collaboration souligné dans la troisième partie des termes de référence et assister à l'exécution des activités.
6. Evaluer l'effort de partenariat.
7. Rédiger, en collaboration avec le Comité, un plan d'action ainsi qu'un plan d'assistance technique pour l'an 2001.
8. Soumettre et présenter les progrès faits tous les quatre mois. Ce rapport comprend des tableaux de critères de bon fonctionnement et un rapport final à rendre à l'USAID-MEPU-EC dix jours avant la fin de la consultation.
9. Soumettre le rapport final, révisé avant la fin de la consultation.

Le Comité est responsable de fournir à l'USAID un rapport mensuel qui illustrera les progrès effectués à la suite de chacune des consultations.

RAPPORT DE TRAVAIL ET RESPONSABILITES

Dans le cadre de cette consultation, le/la consultant(e) travaillera directement avec les cadres du MEPU, les représentants des bailleurs de fonds et des ONG, la société civile, les cadres de l'USAID, etc. Tout le matériel requis pour cette consultation sera à la charge du/de la consultant(e). Il en sera de même pour le transport et les frais de déplacement. Le chef de l'équipe d'éducation est désigné comme représentant technique du service des contrats de l'USAID à Conakry.

Le Comité d'Equité devra être en mesure de fournir un bureau au (à la) consultant(e). Avant le début de la consultation, le Comité d'Equité sera chargé de s'assurer que les démarches administratives auront été faites par le ministère afin de permettre la nomination de membres permanents des équipes technique et consultative. Le Comité sera aussi chargé de s'assurer

de la disponibilité de ses membres pour une réunion hebdomadaire avec l'équipe technique ainsi qu'une réunion tous les deux mois avec l'équipe consultative du Comité d'Equité. Celui-ci devra ensuite fournir un tableau de disponibilité de ses membres à l'USAID et informer l'USAID et le/la consultant(e) au moins une semaine à l'avance de placements prévus et donc de l'absence éventuelle des membres de l'équipe de Conakry.

PERIODE D'ACTIVITES

Délai d'exécution, en attendant la confirmation des démarches administratives : du 15 février 2000 au 15 février 2001.

LANGUES

Toute personne travaillant dans le cadre de cette consultation devra avoir une compétence en français de niveau trois en lecture et en français parlé selon le système de classification du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

Toute documentation produite par cette consultation doit être soumise en langue française.

DOCUMENTS À CONSULTER

Les documents suivants seront mis à la disposition du/de la consultant(e) une fois en Guinée:

Evaluation sommaire du Comité d'Equité par le Ministère de l'Education Pré-Universitaire et de l'Education Civique. MOREAU, Talaat (mai 1999).

Plan d'assistance technique au Comité d'Equité guinéen. BOYLE, H. (Juillet 1999).

Plan de l'assistance technique de l'USAID/WIDTECH au Comité d'Equité du Ministère de l'Education Pré-Universitaire et de l'Education Civique. MARPHATIA, A. (décembre 1999).

Situational Analysis. EDC (novembre 1997).

USAID Impact Evaluation. Guinea Case Study (Abridged Draft). Sutton, M.; Tietjen, K; Bah, Amadou; Kamano, P (December 1998). Center for Development Information and Evaluation (CDIE).

Evaluation de la campagne de sensibilisation. Fatou Rigolat.

Technical Assistance Program to Support the Girls' Education Activity in Guinea. Rihani, M. (December 1998). AED.

SAGE. Morin, R. AEDI Plan International Guinée.

USAID Guinea Country Strategy Plan 1997-2005.

S03 Results Framework.

USAID Guinea's FY 1998 Annual Report AR4.

Diagnostic de l'enseignement primaire en Guinée (LSA). Résumé des conclusions et des recommandations. AED (Octobre 1999).

Décret No.99 - portant attribuant et organisation du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education Civique (Draft).

Plan d'action du Comité d'Equité (soumis à la Banque Mondiale en décembre 1999).

ANNEXE I
PERSONNES RENCONTRÉES

PERSONNES RENCONTRÉES

Représentants du Gouvernement

Comité d'Equité

Mme Passy KOUROUMA
Mme Kadia DOUMBOUYA
M. Jules DELAMY
Mme Mama Kanny DIALLO
M. Sylla KANDET
Mme Nagnouma SIDIBE
Mme Camara MSSATA TRAORE (Association Guinéenne des Femmes Chercheurs)

Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire de l'Education Civique

M. SOUARE

Chef du Cabinet

M.Harouna BERETE

Services de Planification et de Statistique

M. Bakary DIAWARA

Représentants des écoles à Conakry

Mme Camara Fatoumata NANA, enseignant, Collège de Boulbinet
Mlle Tal MALADHO, étudiante, Lycée 2 octobre et Président de club d'équité
M. Diallo Abdoulaye DIAROUGA, Principal, Lycée 2 octobre
M. Balde Amadu BAILO, Principal, Collège de Boulbinet
Mme Sangaré Camara NAMADIA, enseignante, Collège de Boulbinet
Mme Aminata DORE, Professeur, Sanoyah II

Représentants d'ONG et Bailleurs de Fond

AED

Mme May RIHANI, Coordinateur du projet "l'éducation des filles et femmes", Washington DC
Mme Karen TIEJEN, Chargée de programme, Washington DC
Mme Sys MORCH, Consultante

EDC

Mme Thelma KHELGATI, Coordinateur Guinée
Mme Hélène BOYLE, Coordinateur Washington DC

FEG/FAWE

Mme Hadja Djénébou SAMPIL

Plan International Guinée

M. Aly Badra DOUKOURE, Coordinateur
M. Ibrahima BA, Chargée de programme
Mme Oumoue Khairy CHEFIR, Journaliste

L'UNESCO

Mme Angela

FNUAP

M. Younes ZANGHLANI
Dr. Futamata KANTE
M. SOW, Consultant

L'UNICEF

Mme Odile AKAPA, Directrice des projets d'éducation

L'USAID

Mme Talaat MOREAU - Africa Bureau, Washington DC
M. Alpha BAH, Chargée de programmes, Guinée
M. Douglas LEHMAN, Chargée de programmes, Guinée
M. Lamine SOW, Chargée de programmes, Guinée

Le PAM

Chargée de programmes
Directeur Adjoint

PERSONNES RENCONTRÉES PENDANT LES MISSIONS SUR LE TERRAIN

Liste de Présence à Dalaba

Réunion le 04.12.99, chez le DPE

Nom	Prénom	Fonction
Sow	Aïssatou	Directrice of Goubhy
Diallo	Oumar Zély	DPSP Bodié
Diallo	Yayé Aminata	Directeur du Centre
Diallo	Aïssatou Billy	Directeur E.E. Tangama
Diallo	Mamadou Ditin	DPC of Dalaba
Mara	Lamine	Instituteur à E.E. Sylé
Barry	Yaya	Directeur E.L. Kébaly Centre
Diallo	Amadou	Directeur E.E. Mitty-Médou
Diallo	Boubacar Dalaba	Directeur E.P. Dondé Mafaa
Baldé	Ammadou Baïlo	Directeur E.P. Kollakoye-Kaaya
Diallo	Mamadou Bobo	Prof de P.C. Lycée Béhanzin
Camara	Raymond Laye	Contrat à durée déterminée
Diallo	Ibrahima Dalaba	Professeur
Souré	Oumou	Institutrice
Diallo	Fatoumata	Directrice E.E. Alpha Yaya
Karim	Keïta Abdoul	SAAF DPE
Baldé	Hassane	DPSP Kaukalabé
Diallo	Alpha Oumar	DPSP Koba
Diallo	Oumar	Principal Collège Kebaly
Oury	El Hadj Diallo Mdou	Animateur CFC
Sadio	El Hadj Condé	DPSP Ditinn
Touré	Satenin	DPSP Mafara
Sow	Alaremy	DPSP Kebaly
Bah	El Mdou Salion	Animateur G'ed DPE
Barry	Ousmane	Instituteur, Ecole Sily
Alsemy	Iofana	Principal Collège Central
Baldé	Hady Kamkalabéa	Proviseur Lycée Béhanzin
Barry	Yaya	Directeur Bibliothèque Prefet.
N'Doury	Drame Mbembo	Instituteur, Ecole Alpha Yaya
Diallo	Ibharima Sary	Assistant Gestionnaire Pers.
Koly	Keïta Mamadou	Prinicpal Collège Ditinn
Messé	Diawara	Prinicpal Collège Bindy
Diallo	Mariana Diouldé	Directrice, A.C.T. Center
Barry	Thierno Habib	Chef Section Ed. Elem. DPE
Daillo	Oudou Salion	Chef Section Ed. Secondaire DPE
Camara	Maguette	Assistant Chef Section Alph. DPE
Sow	Néné Adama	Directrice, Centre de Femmes

Bah Nafissatou Directrice, Centre Sisal II

Liste de Présence - Lélouma

Réunion le 6 décembre 1999 chez le DPE

Nom	Prénom	Fonction
Diallo	Aliou	Assistant Planification
Diallo	Mamadou Malal	Chef Secrétariat
Diallo	Abdoul Gadiry	Chef Section Planification
Diallo	Mahmoudou Dembaye	Directeur, CFC
Diallo	Mamadou Dian	Animateur CFC
Diallo	Mamadou Cellou	Coordinateur NFQE
Diallo	Amadou Yéro	SAAF
Bah	Aïssatou	Adjointe Alphabétisation
Diallo	Mamadou Chérif	Directeur Ecoles Privées
Kanté	Amadou	Assistant Gestionnaire
Diallo	Thierno Fordé	Service Examens et Transferts
Diallo	Aldiouma	Chef Section Ens. Secondaire
Keïta	Souleymane	Animateur Alphabétisation
Barry	Abdoul Gadiry	Coordinateur Franco-Arab
Diallo	Assiatou I. (Mme)	Vice-Présidente, Alliance – Locale DPE
Diallo	El Hadj Abdourahmane	Promoteur Educatif
Diallo	Houmamatou	Membre du Groupement Maraîcher

Membres de L'Equipe Consultative du Comité d'Equité

<u>Nom</u>	<u>Service</u>
1. M. Tamsir DIALLO	INRAP/MEPU
2. M. Zouty BEAVOGUI	SSP/MEPU
3. Mme Nènè Fatou BARRY	DNES/MEPU
4. Mme Fatoumata DIALLO	MESRS
5. M. Saran SECK	MASPFE
6. Dr. Balla CAMARA	Santé Scolaire
7. Mme N'Bémba Samba DIAKITE	MEF
8. Mme Angéline BEAVOGUI	MJSEC
9. Mme Fatoumata BAH	SNPRV/MAEF
10. Mme Camara Aissata TRAORE	Guinean Assoc. of Women Researchers
11. M. Sékou KABA	Secretary General

ACTIVITÉS EN COURS ET LEUR RÉALISATION PAR LE COMITÉ D'EQUITÉ

(Réalisé par Mme KOUROUMA, en concertation avec le Comité)

1. Production du Bulletin "Fille Education" du Comité d'Equité. Un Comité de rédaction est

mis en place. Il comprend un journaliste, des membres du Comité (délégués des représentants de L'UNICEF et du SNA qui est le Service National d'Alphabétisation) et d'autres membres du Plan International Guinée. La coordonnatrice est la directrice de publication. Ce Comité de rédaction produit les articles ayant pour objet les critiques faites au cours des réunions. Le financement est assuré par l'UNICEF.

2. Elaboration d'un plan d'action à soumettre à la Banque Mondiale (Janvier 2000 en Juin 2001). Mme Kadia DOUMBOUYA, chef de la section 'programmé en est responsable.
3. Elaboration d'un plan d'action à soumettre au Comité Pilote de l'UNICEF lors de son séjour à Kindia, du 24 au 27 novembre.
4. Suivi du programme "Orientation et Conseil des filles" soutenu par l'UNESCO. Mme Sylla Mama Kanny DIALLO en est la responsable. Elle prépare un voyage à Abidjan avec Mr Sékou Gadiri CONDE, chef section du Conseil et Orientation à l'Enseignement Secondaire. Ce voyage est destiné à préparer le séminaire de la formation des formateurs.
5. Suivi de la conception et de la production d'un calendrier du Comité d'Équité, "Équité An 2000", financé par la Banque Mondiale. Mr Sylla Kandet, chef de la section documentation, en assure la responsabilité.
6. Préparatifs de la visite sur le terrain pour la mise en place des sous-comités d'équité. Mr. Jules DELAMY a pris des contacts pour la location d'un véhicule.
7. Prises de contact pour les visites de Mlle MARPHATIA organisées par Mme la Coordinatrice. Un projet de calendrier des visites à été proposé par Mr Sylla KANDET et Mr Jules DELAMY. Il sera modifié au fur et à mesure suivant la disponibilité des intéressés. Toutes les activités seront coordonnées par la coordonnatrice.
 - Ces réunions comprendront des attachés au ministère, des ONG locales et internationales et des bailleurs de fonds.
8. Elaboration du rôle du comité sur trois plan:
 - le rôle des membres du comité et comment le réaliser
 - son rôle vis-à-vis du gouvernement (sur le plan politique et institutionnel, comment avoir le soutien du gouvernement?)
 - proposition de coordination possible des activités avec d'autres ONG (mise en place des sous-comités en coordination avec l'alliance nationale et locale et le 'girls club' du Plan International Guinée, coordination des activités des ONG, un lobby pour trouver de l'argent pour les projets de l'équité).

ANNEXE II
RAPPORT SUR L'EXECUTION DES FORMATIONS

RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DES FORMATIONS

I. Formation sur le rôle et les responsabilités du Comité d'Equité le 17 décembre 1999

Les personnes suivantes ont assisté à la formation : Mme Passy KOUROUMA, Mme KADYA, M Kandet SYLLA, Mme Ernestine SAMUEL, Mme Assiata Camara TRAORE, Mme Nagari SIDIBE, Mme Mama Kanny DIALLO. M Jules DELAMY n'a pas pu y assister.

Identification des rôles et des responsabilités de l'équipe consultative:

L'équipe consultative doit être composée de 17 membres nommés par le ministère, de membres du MEPU-EC et des ONG. Le Comité espère que les démarches administratives seront actualisées vers la fin janvier.

L'équipe consultative apportera un soutien technique au niveau des programmes et des projets de services concernant la scolarisation et la promotion des filles. Ce soutien prendra la forme de formations et d'échanges d'informations sur l'éducation. L'objectif du Comité est de promouvoir la collaboration et de bâtir le partenariat pour aboutir à une action efficace et durable.

Le Comité sera ainsi agrandi : il comprendra deux équipes et se réunira une fois par mois afin de rédiger un compte rendu des activités menées par le Comité et l'équipe consultative sur le terrain. Le but principal sera de parvenir à une vision commune tout en définissant une stratégie. L'échange d'expériences sera important non seulement afin d'éviter la duplication inutile et de promouvoir la collaboration, mais aussi pour obtenir des résultats positifs après avoir identifié les difficultés.

Les deux formations pour la mise en place de l'équipe consultative sont: l'une sur les attentes des membres de l'équipe consultative et l'autre, sur le suivi et l'évaluation des actions de l'équipe consultative.

Les moyens nécessaires pour le fonctionnement de l'équipe consultative sont : une salle de conférence, un téléphone, une photocopieuse avec papier, encre, etc. Un budget de fonctionnement sera donc là aussi nécessaire.

Comment rendre le comité plus efficace et visible aux yeux de tous?

Il faut d'abord s'assurer que les démarches administratives suivantes soient effectuées:

- Lettres désignant les membres de l'équipe technique et consultative
- (signé le 17 décembre 1999)
- Arrêté de la confirmation du groupe consultatif (à voir)
- Arrêté du cadre organique du comité (à voir)
- Décret du texte organique (à voir)

Les rôles et la responsabilité du Comité peuvent être identifiés sous trois volets:

1. Coordonner toutes les activités sur le plan national lié à la scolarisation des filles
 - Procéder à l'exploitation des études et des recherches
 - Suivi (évaluation) des activités de tous les intervenants
 - Banque de données
2. Plaidoyer en politique nationale
 - Développer les rapports entre les départements et les autres partenariats
 - Sensibiliser les leaders politiques
 - Reprendre contact avec le coordinateur de PADES pour regrouper le MEPU-EC, le MESPS et le METFP
 - Distribuer les rapports d'activités aux trois ministères
 - Faire circuler une lettre informant les autorités régionales sur les activités du comité d'équité
3. La mise en œuvre de programmes et de projets
 - La sensibilisation

Contraintes

Contraintes administratives

- disponibilité des membres du Comité
- insuffisance de membres (10 minimum)

Manque de moyens techniques

- manque de moyens de déplacement
- budget de fonctionnement

Intervenant

Plaidoyer par le MEPU-EC et d'autres services

MEPU-EC et bailleurs de fond

II. Formation en gestion et élaboration des Projets - Projet de décentralisation

Une première formation pour organiser l'activité de décentralisation fut réalisée avec tous les membres du Comité le 18 novembre 1999.

L'Objectif: le Comité d'Equité préfectoral ou régional est un organe regroupant différents intervenants et partenaires pour la réalisation d'une action commune et efficace en vue de la promotion de la scolarisation des filles et des enfants en zone rurale. La formation est centrée sur l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en place des sous-comités dans dix préfectures : («+ » indique les préfectures ayant des initiateurs éducatifs sur place; «* » indiquent l'endroit où l'alliance locale du Plan International Guinée travaille) ; «=>» indique l'endroit où l'ONG l'AGFC (dont Mme TRAORE est membre du comité, l'équipe consultatif) réalise des projets.

Les préfectures où les sous-comités seront mises en place:

1. Beyla+
2. Mandiana (un promoteurs à remplacer) + =
3. Kouroussa =
4. Dinguiraye + *
5. Dalaba
6. Mali * =
7. Koumba + =
8. Lélouma + * =
9. Gaoual
10. Téliélé *

Chaque comité comprendra cinq membres:

1. Deux initiateurs éducatifs (les leaders communautaires)
2. Un représentant du groupement féminin
3. Un représentant de l'institution scolaire
4. Un représentant de l'APEAE

Chaque club d'équité comprendra cinq membres:

1. Deux filles
2. Un garçon (responsable de classe)
3. Une enseignante
4. Une femme modèle (mère de famille)

Les termes de références pour les initiateurs éducatifs et les clubs d'équité et la formation en vue de la sensibilisation:

Demander à chacun des sous-comités et aux clubs d'identifier tous les problèmes liés à la scolarisation dans leur localité et les solutions envisageables.

Les termes de références destinés aux initiateurs éducatifs et aux clubs d'équité ont été élaborés par Mme Passy KOUROUMA et sont actuellement en rédaction.

Formation en décentralisation - installation des sous-comités et Clubs d'Equité

Jeudi le 25 novembre 1999

Les échanges d'expériences avec les responsables de l'enseignement, les professeurs de collège et de lycée et une fille responsable de son club permettront au Comité de mieux comprendre comment installer les clubs d'équité. La liste des participants est la suivante:

M Bernard HAUMOU, Directeur National de l'Enseignement Secondaire

Mme Camara Fatoumata NANA, professeur Collège Boulbinet
Mlle Tall MALADHO, élève au lycée 2 octobre
M Diallo Abdoulaye DIAROUGA, proviseur au lycée 2 octobre
M Baldé Amadu BAILO, principal Collège de Boulbinet
Mme Nagnouma SIDIBE, secrétaire Comité d'Equité
Mme Kadia DOUMBOUYA, Comité d'Equité
Mme Camara Aïssata TRAORE, Comité d'Equité
Mme Sangaré Camara NAMADIA, professeur Collège de Boulbinet
Mme Aminata DORE, Institutrice à Sanoyah IL

La séance fut menée par Mlle Akanksha A. MARPHATIA consultante de l'USAID/WIDTECH auprès du Comité d'Equité

Compte rendu

Préparé par Mme Kadia DOUMBOUYA et Mlle Akanksha MARPHATIA)

La rencontre avait pour objet l'installation des clubs d'équité dans les lycées. A l'issue des débats qui se sont déroulés dans une atmosphère emprunte de gaieté et de franche collaboration, les participants ont:

- Dégagé des objectifs à partir des problèmes et des obstacles qui avaient été identifiés
- Envisagé des stratégies en vue d'atteindre ces objectifs
- Estimé des résultats attendus comme, par exemple, la prise de conscience de la jeune fille de son devenir

L'expérience, le 2 octobre, de la lycéenne Mlle Tall MALADO est édifiante. Elle a montré que ce sont les filles qui sont capables de se corriger entre elles de leurs carences respectives:

- Complexe sous toutes ses formes
- Irrégularité
- Manque de dynamisme et de motivation

En somme, la leçon qu'on peut tirer de cette rencontre est que la création des clubs d'équité est un des moyens les plus dynamiques pour promouvoir la réussite scolaire des filles dans le secondaire.

L'importance de ces clubs réside dans le fait qu'ils vont permettre aux filles d'exprimer clairement les problèmes auxquels elles sont confrontées, de procéder à leur propre autocritique, de proposer des solutions et d'envisager des moyens adéquats pour y parvenir.

Les membres présents à la séance ont recommandé une prochaine rencontre avec l'équipe afin de pouvoir continuer les démarches.

1. Identification des problèmes de la jeune fille par rapport à la scolarisation et à son maintien à l'école

Identification des problèmes de la jeune fille par rapport à la scolarisation et à son maintien à l'école

1. Complexe de la fille
 - Le manque de motivation
 - L'esprit de suffisance
 - Le rapport entre fille- garçon
2. La tradition
3. L'environnement socio-économique
 - La pauvreté
 - Le transport
4. Le manque d'éducation sexuelle
 - Le mariage précoce la grossesse précoce
 - Harcèlement sexuel
 - La puberté
 - Le vieillissement scolaire
5. le manque d'infrastructure
 - La salle de classe
 - Le terrain de sport
6. Les problèmes familiaux
 - L'influence des parents modifie la manière dont la fille voit son éducation
7. La mauvaise approche pédagogique
 - Le problème de comportement des enseignements
 - L'équipement pédagogique
8. Les problèmes culturels
 - L'impact des media
 - Les problèmes dans l'interprétation de la religion

2. Objectif visé par le club

L'objectif général: maximiser la scolarisation et la réussite des jeunes filles à l'école et vaincre les complexes sous toutes leurs formes.

L'objectif spécifique: la fille par rapport à:

- Ses camarades d'école
- Sa scolarisation et sa régularité à l'école
- Motiver la jeune fille à rester à l'école, à se donner à ses études et à participer à la vie scolaire
- Les milieux familiaux et sociaux
- Sensibiliser les parents et les faire adhérer à la politique de la réussite des filles à l'école
- Impliquer la communauté dans le programme en la gardant informée et en la faisant participer

3. Elaboration des stratégies pour répondre aux problèmes déjà soulignés

1. Organisation de rencontres avec toutes les personnes impliquées (éduquer dans le sens du 'genre')
 - L'APEAE
 - Les élèves
 - Les enseignants
 - La communauté
 - La direction
 - Les autres (ONG par exemple)
2. Organisation des activités culturelles
 - Les conférences
 - Les jeux
 - Les travaux de groupe les exposés
3. Création des activités d'apprentissage
 - Le bannissement des pratiques discriminatoires
 - L'organisation des séances de révision
 - Les travaux de groupe les exposés
4. Programme de suivi et activité d'évaluation des jeunes filles
5. Création des caisses de scolarité
6. Enseignement de l'éducation sexuelle

7. Organisation des activités d'écoute pour recenser les problèmes

I. Résultat attendu

- Prise de conscience de la jeune fille
- Equilibre entre la fille et le garçon

II. Révision du plan d'action de l'installation des sous-comités et des clubs d'équité du Comité d'Equité

Organisation des sous-comités déjà confirmée. Chacun des sous-comités comprendra cinq membres:

1. Deux initiateurs éducatifs (les chefs communautaires)
2. Un représentant du groupement féminin
3. Un représentant de l'institution scolaire
4. Un représentant de l'APEAE

Organisation du club d'équité. Chaque club d'équité comprendra onze membres, selon la situation locale:

1. Cinq filles
2. Trois garçons
3. Un enseignant
4. Une enseignante
5. Une femme modèle

VI. Suivi

Une fois que le Comité aura installé les sous-comités et les clubs d'équité, ils se réuniront pour se mettre d'accord sur leur propre formation et sur un programme de suivi. La prochaine séance est prévue en décembre avec tout le groupe. Il y aura également un entretien avec l'élève Mlle Tall MALADHO.

VII. Termes de référence de Club d'Equité

L'objectif: Sensibiliser les élèves, les enseignants et les parents à la promotion de l'égalité en 'genre'. Ceci se fera lors des réunions.

Il a pour mission de:

- Motiver les filles à rester plus longtemps à l'école et à réussir leurs études
- Sensibiliser les parents à participer à la vie scolaire
- Organiser des activités culturelles et sportives
- Organiser des réunions avec toutes les personnes impliquées dans la vie de l'école
- Créer des activités d'apprentissage

Rôle et responsabilités de chaque entité:

- **Fille et garçon:** choisi parmi les bons élèves. Ils devront être engagés, dynamiques et influents
- **Enseignants :** travailleur assidu et en faveur du changement
- **Femme modèle :** une mère de famille attentive à la réussite scolaire des enfants en général et de la fille en particulier. Elle devra être dynamique, engagée, influente et intellectuelle. Elle devra également valoriser l'image de la femme.
- La consultante a proposé une réunion avec le Plan International Guinée pour concrétiser la collaboration à Lélouma.

ANNEXE III

**REUNION AVEC LE PLAN INTERNATIONAL GUINEE SUR LA
COLLABORATION ENTRE L'ALLIANCE LOCALE A LELOUMA ET
LES SOUS-COMITES D'EQUITE**

RÉUNION AVEC LE PLAN INTERNATIONAL GUINÉE SUR LA COLLABORATION ENTRE L'ALLIANCE LOCALE À LÉLOUMA ET LES SOUS-COMITÉS D'ÉQUITÉ

La consultante a organisé une réunion à Conakry. La séance peut être considérée comme une formation.

C'est dans ce contexte que Mme Passy KOUROUMA, Mile Akanksha A. MARPHATIA, M. DOUKOUE et M. Ibrahima BA ont organisé une première réunion, lundi le 29 novembre, à Conakry.

L'objectif de la réunion:

L'objectif de la réunion était de renforcer le partenariat entre le Comité d'Équité et le Plan International Guinée. Il faut également éviter la duplication des activités. Les sous-comités d'équité doivent ajouter de la valeur aux activités de la mise en place par l'alliance locale. Il y a déjà eu un énorme travail au niveau préfectoral et sous-préfectoral pour mobiliser les ressources humaines, matérielles et financières à Lélouma. Le problème réside dans le manque de ressources disponibles pour la mise en œuvre des initiatives de l'alliance locale par les sous-comités. A l'issue des discussions et des échanges d'expériences, le groupe a souligné les aspects les plus importants à considérer pour effectuer une collaboration efficace et opérationnelle entre les deux cadres;

1. Tenir compte du niveau de l'alliance locale (au niveau du CRD) avec le Comité (au niveau préfectoral)
2. Aboutir à une vision avec la communauté tout en évitant de tomber dans les problèmes qu'entraînent parfois l'assistance humaine et financière
3. Les ressources sont rares. Il faut donc identifier les ressources nécessaires, savoir comment les mobiliser et en assurer le partage aux trois niveaux de fonctionnement, dits «dépenses» (niveau décisionnel, niveau stratégique, niveau opérationnel)
4. Doter les gens d'outils d'apprentissage et de fonctionnement

Les phases du développement de l'alliance locale:

L'alliance locale à Lélouma comprend les parents, les femmes, les religieux, les élus et les opérateurs au niveau économique. Selon la région, l'alliance locale est dans l'un des cas suivants de développement:

La phase naissante où n'existe que la mise en place d'une organisation de l'alliance

La phase d'adolescent où l'alliance a pu développer un plan d'action, d'intervention et un plan de suivi

La phase adulte où l'alliance est capable de reconnaître ses ressources pour mettre en œuvre des activités

La phase de maturité où l'alliance est capable de déterminer ses ressources, d'en identifier les

manques et d'aller les combler en partenariat avec les autres alliances locales.

Selon le Plan International Guinée, l'alliance locale de Lélouma n'est pas encore rodée au partenariat tout autant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Cela fera l'objet de la prochaine étape qui pourrait donner lieu à un projet pilote de collaboration entre les deux. Il est néanmoins important de définir les initiatives par rapport à la situation locale.

LES CRITÈRES DE LA COLLABORATION ENTRE LE PLAN INTERNATIONAL GUINÉE ET LE COMITÉ D'EQUITÉ

- Pour que l'activité soit durable, il faut amener ensemble les gens de l'école et ceux de la communauté
- L'image est essentielle. Il faut que les fonctionnaires des comités soient issus de la communauté même et non pas du ministère
- Il faut tenir compte du conflit d'intérêts qui existe entre ces structures
- Il faut garantir la durabilité - saisir les éléments qui soutiennent et encouragent ces sous-comités et éviter ceux qui peuvent les faire disparaître
- Il faut intégrer la notion de représentation et la mobilité des gens, y compris les CRD
- Il faut tenir compte du développement des relations hiérarchiques dans l'installation des comités ou des diverses sortes d'alliances et bâtir les structures horizontales.

DISCUSSION SUR L'IMPACT DU DYNAMIQUE EXISTANT DANS LES COMMUNAUTÉS

Il faut porter l'attention sur la dynamique qui existe dans les communauté est de la façon suivante:

- Faire que les communautés s'assemblent les unes les autres et reviennent sur leur propre idées
- Identifier le fil conducteur de ces comités: les gens doivent comprendre que c'est leur comité, qu'ils partagent une vision commune et qu'ils ont besoin d'utiliser leurs propres moyens afin de résoudre leurs contraintes
- Créer et assurer le sentiment d'appartenance au processus. L'intégration de ce processus sera assurée au moment de la restitution de cette constitution

LES INITIATIVES DANS LES CADRES BÉNÉVOLE ET RÉMUNÉRÉ

Toutes ces initiatives ayant comme base le volontariat, elles ont tendance à retomber une fois les dirigeants partis. Il faut donc intégrer les structures bénévoles dans les nouvelles initiatives. Le travail bénévole est très différent du travail rémunéré. La reconversion de statut est difficile, car les gens sont déjà sous l'impression que les travaux doivent être attribué.

Tout dépendra du cahier de charge:

- Faire participer les gens à la mise en place des sous-comités en tant qu'acteurs et pas en tant que spectateurs
- Former les gens au cours de discussions et trouver l'élément clé qui engagera la communauté dans son propre développement
- Organiser un débat sur l'objectif de vision et l'exposer à la communauté
- Demander à la communauté de rédiger une liste des participants à titre indicatif de leur propre communauté
- Demander à la communauté d'identifier les gens qui comprennent les ressortissants des comités pour ensuite diriger ces comités
- Identifier les personnes des à long terme dans la communauté car le travail est très différent au niveau de la préfectures (centre) et au niveau de la périphérie (la communauté)

SUIVI

Plan International Guinée: pour mieux effectuer la collaboration, il a été proposé que M. Ibrahima BAH accompagne les représentants du Comité d'Equité pour la mise en ouvre de l'activité à Lélouma.

ANNEXE IV
DOCUMENTS CONSULTÉS

DOCUMENTS CONSULTÉS

Plan d'Assistance Technique au Comité d'Équité Guinéen. BOYLE, H. (Juillet 1999)

Evaluation Sommaire du Comité d'Équité du Ministère de l'Éducation Pré-Universitaire et de l'Éducation Civique. MOREAU, Talaat (Mai 1999)

USAID Impact Evaluation. Guinea Case Study (Abridged Draft). Sutton, M.; Tietjen, K; Bah, Amadou; Kamano, P (December 1998). Center for Development Information and Evaluation (CDIE).

Technical Assistance Program to Support the Girls' Education Activity in Guinea. Rihani, M. (December 1998). AED.

Décret No.99 - Portant Attribuant et Organisation du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Éducation Civique (Draft).

Liste Des Membres du Comité d'Équité.

SAGE. Morin, R. AED/Plan International Guinée.

ANNEXE V
TERMES DE REFERENCES

STATEMENT OF WORK

START-UP PHASE RESULTS OF USAID'S TECHNICAL ASSISTANCE TO THE MEPU-EC EQUITY COMMITTEE FOEL—PASE II

I. OBJECTIVE

The general objective is to produce the first critical results of a master plan for reinforcing the effectiveness of the Ministry of Pre-University and Civic Education (MEPU-EC) Equity Committee through focussed technical assistance. The consultant shall be largely responsible for preparing the Equity Committee to efficiently make use of an upcoming technical assistance package.

II. BACKGROUND

The purpose of the Education Strategic Objective (SO) is **to ensure that an increasing number of school-aged children receive, on a more equitable basis, an improved quality of primary education which adequately prepares them for a productive role in Guinean society.** This SO, together with three other SOs (Health, Natural Resource Management, and Democracy and Governance) support USAID/Guinea's Mission Country Strategic Plan (1998 - 2005) and the goal of "Improved Economic and Social Well-Being of All Guineans in a Participatory Society."

Since 1990, USAID has contributed to a multi-donor effort to assist the Government of Guinea (GOG) to implement its primary education sector reform program in two phases. The first phase of the reform, 1990 - 1995, blended two assistance modes: Non Project Assistance (NPA), for bringing about policy and institutional change, and Project Assistance (TA), for supporting above changes with capacity building, and basic equipment. A primary concern was *increasing primary school enrollment*, which stood at 28% in 1990. Initially, USAID leveraged increased GOG budget share for primary education, and as a direct result, the GOG's allocation for its education sector budget rose from 13% of the national budget in 1989 to 26% in 1998. The period of 1995 through 1997, a bridging phase, USAID provided technical assistance to MEPU, in the areas of financial management, and budgeting; statistical data collection, analysis, and reporting; and educational planning. The main focus of this bridging phase was to complete activities initiated in phase one, and prepare for phase two.

The second phase of the GOG primary education reform program (1996 - 2000) focuses on improving the *quality and equity* of education, and increasing *local community participation* in school-level education management. USAID supports these goals as part of a multi-donor effort, through the Fundamental Quality and Equity Levels (FQEL) Activity. The three main emphasis areas are:

(1) *Improving the MEPU-EC strategic planning, management, and decision-making capabilities*

(2) *Improving instruction in primary schools*

(3) *Improving opportunities for regional and gender equity in primary education*

Dialogue and analytical work to develop a long-term planning tool for the primary education sector is now in full swing, and the Ministry of Pre-University Education's Steering Committee has become an active leader in the process with the help of USAID's technical assistance.

To improve classroom quality, USAID is supporting in-service teacher training and assisting in the production of low-cost teaching manuals and student materials. It is also contributing to eliminating biases and stereotyping in school materials and teaching methods as an important aspect of a curriculum development effort. A distance radio program for in-service primary school teacher training started in 1998 with USAID assistance.

To date, the US NGOs, World Education and Save the Children, have reached the parent teachers' associations of more than 150 communities in some of the poorest areas in Guinea, providing them with practical skills training to improve their capacity to support primary education in their communities. A review of World Education Program has been completed, and results are very encouraging. Save the Children is in the planning phase of its mid-term review which should be conducted in November 1999.

USAID helped the Ministry of Education's Equity Committee to carry out a highly successful social awareness campaign for the education of girls and rural children in the mid-1990's. USAID's Girls' and Women's' Education Activity works with the MEPU-EC's Equity Committee and a newly formed National Working Group for Girls' Education to develop, plan, and manage activities that increase girls' and rural children's participation in education.

Recently, USAID technical assessment developed a plan for further technical assistance to the Equity Committee. The plan is largely based on the Equity Committee's own action plan developed in 1998. The USAID Education Team is interested in moving quickly to begin providing technical assistance to the Equity Committee. The Team anticipates the arrival in early 2000 of a long-term advisor for the Equity Committee. Prior to this, during a bridging period, there is a window of opportunity to take the first critical steps to strengthening the Equity Committee's organizational capacity and to identify areas where immediate follow-on intervention is advisable.

III. EXPECTED RESULTS

The consultant shall be responsible for the following results:

- A. An assessment of the Equity Committee's 1) ability to efficiently use resources currently available (equipment, office systems, personnel, etc.), 2) planning and

- organizational skills, and 3) scheduling of meetings (internal and external) and other consultations.
- B. An interim training plan aimed at enhancing the Equity Committee's ability to make the use of additional technical assistance (including a concise summary of skills to be gained through the training, and the means of verification to be used at the end of the consultancy for determining whether the result is achieved);
 - C. Delivery of identified interim training;
 - D. Feasibility studies of at least two Equity Committee partnerships with other development organizations in rural Guinea. The feasibility studies shall be conducted jointly with at least two members of the Equity Committee.
 - E. A performance-based Statement of Work for a 12 month Equity Committee Advisor.

IV. DELIVERABLES

- A. No later than ten working days after arrival in Guinea, the consultant shall submit documentation of results III.A and III.B listed above.
- B. A report on the delivery of the training that shows that the results identified in the training plan (Result III.C) have been achieved.
- C. Delivery of feasibility studies (Result III.D)
- D. No later than 5 working days prior to departure from Guinea, the consultant shall formally present a draft of the Equity Advisor Statement of Work (Result III.E) in French to a joint MEPU-EC - USAID review team.
- E. Prior to departure from Guinea, the consultant shall submit to the CTO a final version of Result III.E (in French) which incorporates feedback from the joint review team.

V. RELATIONSHIPS AND RESPONSIBILITIES

The consultant shall work in close collaboration with the MEPU-EC Equity Committee, and consult with other MEPU-EC entities as appropriate, as well as other donor organizations, NGO's and other education development stakeholders. The CTO for this activity is the USAID Guinea Education Team Leader or his designate.

VI. PERIOD OF PERFORMANCE

The estimated period of performance is October 4 to December 3, 1999.

VII. LANGUAGE REQUIREMENT

The consultant shall have a minimum proficiency of French S-3/R-3. All deliverables shall be submitted in French.

VIII. LOGISTICAL SUPPORT

The consultant shall be responsible for all logistical support necessary for the above results including, but not limited to, lodging, office space and equipment, transportation, per diem for GOG counterparts accompanying consultant on travel outside of Conakry.

IX. DOCUMENTATION AVAILABLE FROM USAID GUINEA

The following documents will be made available for consultation and/or photocopying upon consultants arrival in Guinea:

- (1) Technical Assistance Plan for the Equity Committee;? ? EDC/Helen Boyle
- (2) Evaluation of the Equity Committee, AFR/SD/Talaat Moreau
- (3) Evaluation of Guinea's Awareness Campaign for Girls' Education, CDIE/Margaret Sutton, Amadou Bah, and Karen Tietjen
- (4) Project Grant Agreement for Project 675-0223: Education Sector Reform Project
- (5) Project Grant Agreement for Project 675-0230: Fundamental Quality and Equity Levels Project
- (6) USAID/Guinea's Country Strategy Plan 1997 - 2005
- (7) SO3 Results Framework
- (8) USAID Guinea FY 1998 annual report R4"
- (9) Situational Analysis, EDC, November 1997